

Nominations aux postes de représentations diplomatiques du Mali à l'étranger : Des cas de "favoritisme, de corruption, de clientélisme et d'injustices" dénoncés



MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

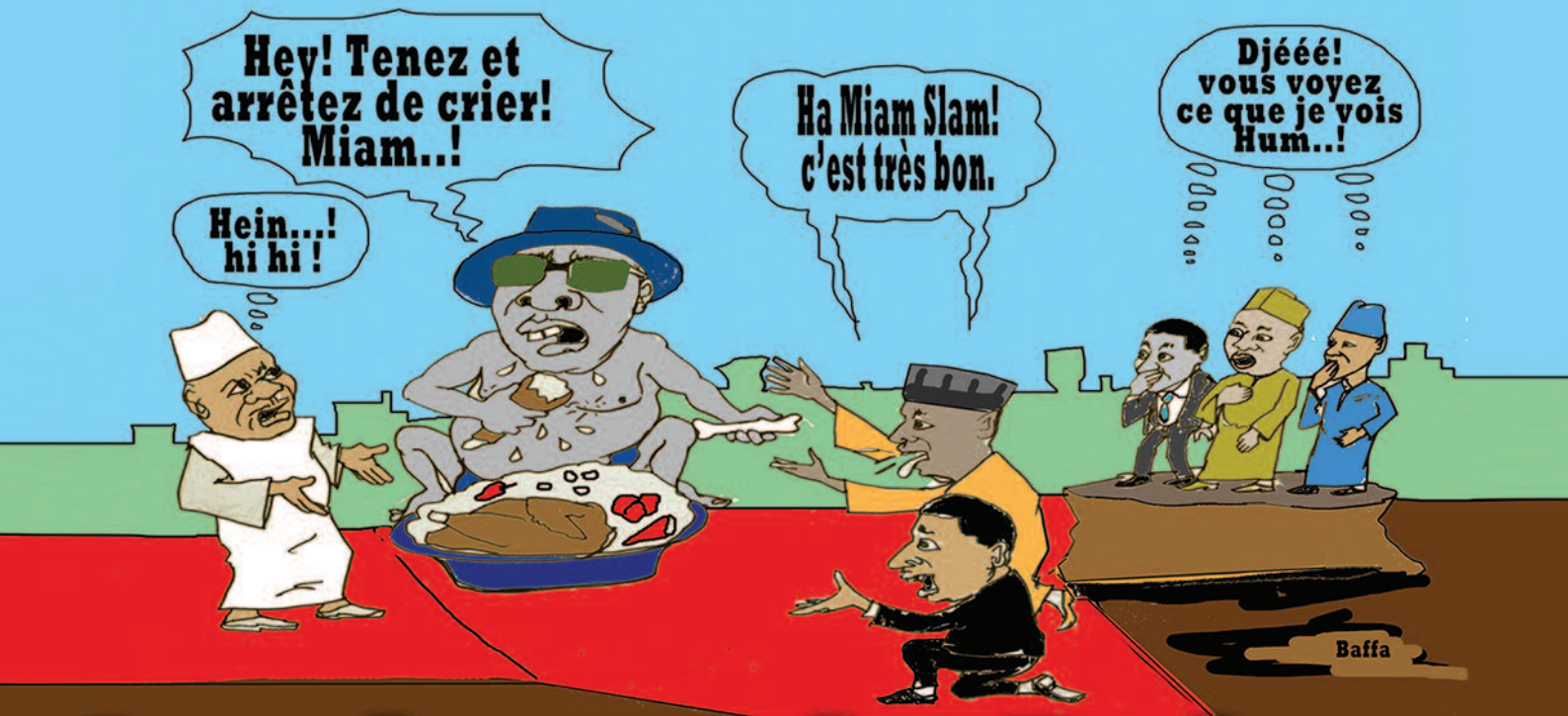
LUNDI 16 SEPTEMBRE 2019

# 451

# Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



## La chute de Bakary Togola : Et après ?



Accalmie sur les fronts routes : Des feux éteints sans le Premier ministre Boubou CISSÉ



Ibrahim Boubacar Keïta : Que lui reste-t-il si ce n'est de démissionner ?

# UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

## Filiales



**BDU - BF**  
BURKINA FASO



**BDU - CI**  
CÔTE D'IVOIRE



**BDM FRANCE**  
FRANCE



**BDU**  
BANCO DA UNIÃO  
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

[www.bdm-sa.com](http://www.bdm-sa.com)

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



**BDM SA**

<b>Une</b>	La chute de Bakary Togola : Et après ? 4	<b>P.4</b>
<b>Brèves</b>	Clément Dembélé, PCC, sur les malversations : "l'OCLEI est l'une des structures les plus incompetentes de l'histoire du Mali"	<b>P.10</b>
	Dialogue politique inclusif : Le Premier ministre préside l'atelier de validation des termes de référence	<b>P.10</b>
	Mise en place du bureau de la Coordination ARP de Bamako : Cérémonie sous la présidence de Tieman Hubert Coulibaly	<b>P.11</b>
	Un aéroport privé pour Michel Tomi à Koulouba : L'homme d'affaires corse Michel Tomi construit un aéroport privé près de sa maison Bamakoise	<b>P.11</b>
	Diaspora malienne au Gabon : Des proches de Habib Sylla (George Ngoye) interpellés à Libreville	<b>P.11</b>
	La CNAS FASO-HÈRÈ condamne : Les manœuvres de la CMA visant à mettre main basse sur la Région de Tombouctou	<b>P.12</b>
<b>Actualité</b>	Accalmie sur les fronts routes : Des feux éteints sans le Premier ministre Boubou Cissé	<b>P.14</b>
	Maître Alassane A. Diop à propos de l'affaire Bakary TOGOLA : On s'est fait la tête de l'homme	<b>P.15</b>
	Nominations aux postes de représentations diplomatiques du Mali à l'étranger : Des cas de "favoritisme, de corruption, de clientélisme et d'injustices" dénoncés	<b>P.16</b>
<b>Politique</b>	Participation au Dialogue politique inclusif de IBK : Le FSD « Se réserve le droit de ne pas y participer »	<b>P.18</b>
	Ibrahim Boubacar Kéïta : Que lui reste-t-il si ce n'est de démissionner ?	<b>P.22</b>
	Analyse des TDR du Dialogue politique inclusif par les membres du FSD : Konimba Sidibé fait une synthèse	<b>P.23</b>
	Un dialogue sans Soumaila Cissé, Alou Boubacar Diallo, Cheick M Diarra, Modibo Sidibé, Mountaga Tall, Choguel Maiga, Oumar Mariko, Moussa Sinko Coulibaly, Zoumana Sacko : Ne perdrait-il pas sa légitimité et son caractère inclusif ?	<b>P.25</b>
	Impressions inspirées par IBK après son passage sur l'ORTM : « IBK, ne changera pas d'un iota, emmuré dans sa citadelle de mensonges et de déni qu'il a bâti autour de lui » pense Abdoul Bah	<b>P.26</b>
<b>Culture &amp; société</b>	Humour : El Hadj Djimé Kanté : «J'ai rencontré IBK»	<b>P.29</b>
	Pour faire découvrir leurs talents : Les artisans de la commune I organisent un salon	<b>P.30</b>
<b>International</b>	Nigéria/Élection : La justice valide in fine l'élection du président Buhari	<b>P.31</b>
	Paul Kagamé : L'Afrique du Sud sera expulsée de l'Union africaine	<b>P.31</b>
	Violence en Afrique centrale : Les Congolais revenus d'Angola manifestent leur désespoir	<b>P.32</b>
<b>Sport</b>	Le président du CNOSM, Habib Sissoko au nouveau Comité exécutif de la Femafoot : "J'ose espérer que cette équipe va rassembler toute la famille du football malien"	<b>P.33</b>
	Le ministre Arouna Modibo Touré au comité exécutif de la Femafoot : "Le gouvernement vous accompagnera jusqu'à la fin de votre mandat. La récréation est désormais terminée"	<b>P.34</b>
	Lettre de félicitations du président de la Fifa à Mamoutou Touré : "Je suis convaincu que votre sens du consensus aura un impact significatif sur la continuité du développement du football malien"	<b>P.35</b>

## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)  
**Siège** : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)  
**Email** : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com  
**Site Web** : www.malikile.com  
**Contacts** : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Souleymane Mary Diarra (Stagiaire), Moctar Sow
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : Rita Tessougoué

P.10

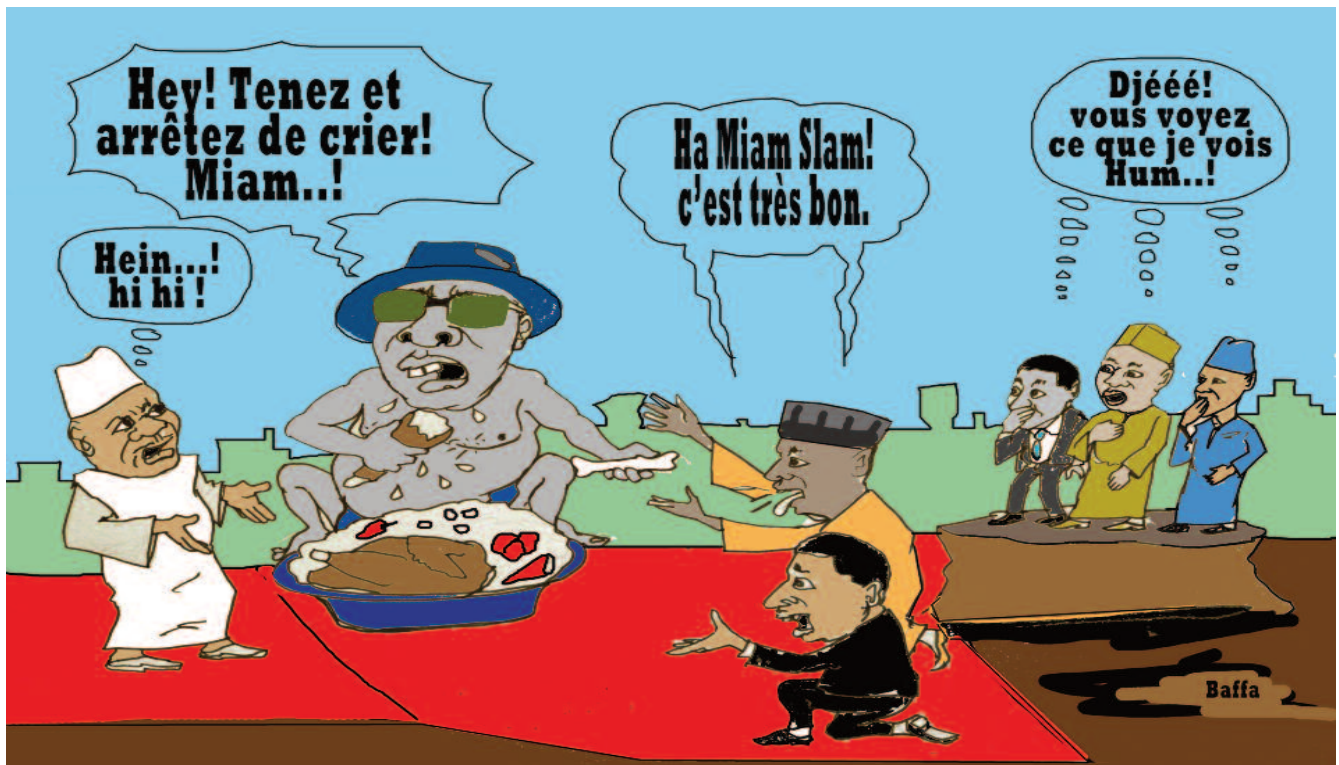


P.15



P.23





## La chute de Bakary Togola : Et après ?

**Le grand baobab, le tout-puissant président de l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali (APCAM), Bakary Togola qui se croyait intouchable, a été déraciné par un tout petit vent d'harmattan. Sa chute a naturellement fait beaucoup de bruit. Mais ce sont les dégâts collatéraux, peu visibles aujourd'hui, qui s'annoncent dévastateurs.**

Les réseaux sociaux se sont enflammés dès le jeudi 12 septembre 2019 pour annoncer une nouvelle qui a fait l'objet d'un violent coup de tonnerre dans un ciel serein : Bakary Togola, le tout-puissant président de l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali (APCAM) aurait été interpellé par la brigade judiciaire du Pôle économique et financier de Bamako et placé en garde en vue. La nouvelle est rapidement confirmée même si elle restait entourée de beaucoup de rumeurs impossibles à recouper dont un simulacre de maladie et une fausse hospitalisation dans une clinique de la place pour échapper à une éventuelle arrestation. Vraies ou fausses, ces rumeurs s'accrochent parfaitement du

comportement d'un homme dont la finesse n'est pas la première des qualités. Au contraire, Bakary Togola a toujours agi comme un éléphant dans un magasin de porcelaine y compris dans cette affaire dans laquelle il a récemment

donné une interview à un confrère dans laquelle il menaçait de poursuites certains de ses collaborateurs et aussi tout journaliste qui se ferait l'écho des accusations portées contre lui. L'arrestation d'un tel homme, bien impliqué dans les hautes sphères de l'Etat et en vue dans le système ne pouvait donc soulever que des réactions contradictoires : au poteau selon les uns, justice sélective selon les autres.





C'est alors que dans un excellent réflexe à saluer et à imiter dans d'autres cas, le Procureur près le Tribunal de Grande Instance de la commune III de Bamako et du pôle économique et financier Mamadou Kassogué, a organisé, avant-hier samedi, dans la grande salle de son tribunal un point de presse aux contours très clairement balisés « Aucune question ne sera posée ; aucune interview ne sera accordée » a-t-il dit à l'entame de ses propos. Telles sont au demeurant les règles d'un point de presse qui se distingue des conférences de presse qui sont par nature plus interactives.

Selon donc le procureur Kassogué, la « bonne information doit être donnée » suite à un « développement » du dossier c'est-à-dire à l'interpellation de Bakary Togola président de l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agric-

culture du Mali (APCAM).

Se voulant impartial, il tint à préciser que : « **Nous ne sommes pas dans l'acharnement, nous ne sommes dans une chasse aux sorcières. Nous sommes dans l'objectivité et l'impartialité et l'instruction sera conduite avec objectivité, impartialité et dans le respect strict du principe de l'instruction à charge et à décharge** ».

Mais comment en est-on arrivé là ?

« **Un lanceur d'alerte qui est resté dans l'anonymat nous a envoyé une correspondance dans laquelle il a fait état de l'existence de malversations au niveau de la Confédération des sociétés coopératives de producteurs de coton. Il nous fait entendre que ces malversations pouvaient se chiffrer à 3 milliards, voire plus. C'est ainsi**

**que nous avons ordonné l'ouverture d'une enquête en saisissant la brigade du pôle économique et financier** ».

Ce « dénonciateur anonyme » a non seulement sonné l'alerte, mais il a aussi fourni les documents et contribué à leur décryptage en aidant à leur compréhension.

« **De 2013 à 2019, la CMDT a mis à la disposition de la confédération des sociétés coopératives de producteurs de coton 13.431.431.037 F CFA. Sur ce montant seuls 8.854.760.823 ressortent de la comptabilité de la confédération. Il y a un montant de 4.576.676.214 F CFA qui n'ont pas été comptabilisés** », « **Et sur les 8 milliards comptabilisés seuls 3.969.284.966 F CFA ont pu être justifiés. Il va sans dire qu'un montant de 4.885.475.857 F CFA sont non justifiés. Ce qui fait un total non justifié de 9.462.152.071 F CFA** »

Et le procureur de conclure : « **L'enquête préliminaire est bouclée et le juge d'instruction va poursuivre les investigations et vérifier si les montants sont confirmés. L'enquête sera poursuivie et les coauteurs et les complices répondront de leurs actes. A la date d'aujourd'hui, six autres personnes sont suspectées dans cette affaire de ristournes.** »

L'arrestation et le placement sous mandat de dépôt de Bakary Togola n'est que la partie visible d'un très gros iceberg. Le ministre de la justice Malick Coulibaly et le procureur Mamadou Kassogué étaient forcés et contraints d'ouvrir une procédure judiciaire au regard de la déter-





mination du lanceur d'alerte à aller au bout de sa logique de dénonciation. Déjà au fait du dossier et de la gravité des faits y dénoncés, le président de la République Ibrahim Boubacar Keita a commencé à prendre ses distances avec Bakary Togola lors de la dernière réunion paysanne à Koulouba. Il avait en effet indexé à cette occasion certaines malversations avant de rétro-pédaler en réaffirmant au cours d'une autre audience sa confiance en Togola en s'affichant ostentatoirement avec lui. Pourraient-ils tous allés au bout de cette affaire ? Le yoyo présidentiel s'expliquerait-il par ces prétendues menaces du célèbre prisonnier de tout balancer ? Ce qui est sûr, c'est qu'il sait

beaucoup de choses et depuis bien longtemps. Sa participation tonitruante à la campagne présidentielle de IBK n'est qu'un détail même s'il est à plusieurs centaines de millions ou de milliards de contribution. D'ailleurs il avait fait exactement la même chose lors de la campagne présidentielle de ATT en 2007. Le vrai danger avec Bakary Togola est qu'il sait trop de choses sur la mafia qui entoure les marchés d'engrais de la CMDT. Il sait que tout est toujours joué d'avance avec des opérateurs économiques pré-choisis pour les appels d'offres. Il connaît les clés de répartition des dessous de tables et des ristournes qui se chiffrent à plusieurs milliards par an. Il sait faire le porteur

de valises et de nombreux ministres de l'agriculture ne dorment que d'un œil depuis l'éclatement de cette affaire. C'est un secret de polichinelle que de dire que la première visite de Bakary Togola à un nouveau ministre de l'agriculture était toujours très attendue. Est-ce pour toutes ces raisons que la chute du tout-puissant président de l'APCAM ne vient pas d'un rapport d'un service de contrôle de l'Etat ? Le malien lambda savait, la presse s'en faisait régulièrement l'écho mais l'Etat a fermé pendant plus d'une décennie les yeux et les oreilles et s'est soigneusement bouché les narines. Un lanceur d'alerte a fait le boulot. Cela s'appelle un grain de sable dans le rouage. Avec les jeunes sur les barricades, les lanceurs d'alerte et une opinion publique qui se construit les corrompus maliens ont du souci à se faire. Enfin, et ce n'est pas la moindre des choses, la chute de Bakary Togola n'est qu'un épisode de la guerre que se livrent l'ancien premier ministre Soumeylou Boubeye Maiga et le Directeur de la sécurité d'Etat le général Moussa Diawara qui vient ainsi de marquer un point décisif. Qui peut blâmer Bakary Togola qui a autant mangé, d'avoir invité le président IBK à donner quelques miettes du « festin national » aux opposants pour les faire taire. Surtout que les plus bavards se sont tus.

■ **Moctar Sow**

## Le Projet Migrant

Sponsorisé •

Le Rwanda prêt à accueillir près de 30 000 migrants africains détenus en Libye grâce à un accord avec le l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés et l'Union Africaine. "C'est un moment historique, parce que des Africains tendent la main à d'autres Africains", s'est réjouie Amira Elfadil, commissaire de l'Union africaine (UA) aux Affaires sociales, lors d'une conférence de presse. Cliquez ici pour la suite. <https://www.themigrantproject.org/.../rwanda-accueillir-migr.../>



## Alikaou Alikaou Diarra

Voilà pourquoi les gens n'ont plus confiance aux structures de contrôle au Mali, et pour la simple raison les patrons de ces structures sont à la solde du régime. Oui pour la suppression du bureau du vérificateur général, même si le Bureau est soutenu financièrement par le Canada, de toute façon le vérificateur à une mission de vérification et de contrôle qui doit l'exercer au niveau de toutes les structures de l'état. Et pourtant au Mali le mois Décembre est dédié mois de lutte contre la corruption, quant à moi, je préfère dire plutôt que c'est le mois dédié pour encourager ceux là qui volent. Comment on peut comprendre que depuis 2013 jusqu'en 2019 aucun services de contrôle n'a signalé ce cas de détournement au niveau de cette structure de Togola. Et pourtant notre pays dispose plusieurs services de contrôle, l'état doit tirer des leçons maintenant pour faire la promotion des hommes intègres, sans coloration politique, sans être un proche du régime en place, pour bien diriger ces structures digne de contrôle, afin d'éviter toutes malversations financières dans les services publics et privés de l'état. On peut pas comprendre que nos pères, frères et sœurs enseignants réclament des miettes pour qu'ils puissent travailler dans les bonnes conditions, l'état dit qu'il manque de moyens pour satisfaire le peu des doléances des enseignants, au même moment un clan ou une seule personne détourne des sommes faramineuses. Quand tu pars dans nos hôpitaux les gens meurent faute de soins adéquats, au même moment les patrons de ses services se pavane dans les rues de la capitale dans les grosses cylindres, qui coûte très chers pour l'état Malien. Le cas de Bakary Togola c'est comme si tu jettes un cailloux dans le Fleuve. Que la lutte continue, pour une justice forte et non sélective.



## Ammy Baba Cisse

Qu'en est-il de ceux qui ont distribué les véhicules de l'Etat? A partir de 10 millions, c'est un crime.

Quand vous avez peur, ne faites du journalisme, ne soyez pas dans l'armée et ne travaillez même pas dans l'administration.



Donc depuis que IBK est au pouvoir, au moins 9 milliards ont disparu à l'APCAM

Des gens qui insultaient hier et qui glorifient aujourd'hui. Ils ont vu noir hier mais aujourd'hui tout parfait. Me Alassane Diop a bien vu.

## Malick Konate

On m'informe que l'appellation "Dialogue National Inclusif" vient d'être validé par les participants à l'atelier de validation des TDR suite à la proposition de la porte-parole du comité de Triumvirat. DPI DNI

La Plateforme Anw Ko Mali Dron décide de ne pas prendre part à l'atelier de validation du TDR du Dialogue Politique Inclusif (administré). #DPI



**COMMUNIQUE de la Plate-forme ANW KO MALI DRON sur l'ATELIER de VALIDATION du PROJET de TERMES de REFERENCE du « DIALOGUE POLITIQUE INCLUSIF » du COMITE NATIONAL d'ORGANISATION**

ANW KO MALI DRON (AKMD) à travers nombre de ses membres, a participé aux écoutés organisées par le « Triumvirat » et le Comité d'organisation du « dialogue politique inclusif » unilatéralement mis en place. La plate-forme leur a fait part de ses propositions et a aussi développé et rendu public sa compréhension du Dialogue National Inclusif (DNI) à travers trois documents : Déclaration relative à la Sécurité, au Dialogue national et à la Prorogation du mandat des députés (juin 2019); le texte de la conférence-débat (juillet 2019) et le document « Pour un Dialogue National Inclusif (août 2019).

Durant les différentes écoutés, le « Triumvirat » a tenté de rassurer sur leur qualité de facilitateur, leur indépendance et leur volonté de conduire un processus participatif et inclusif. Dans cet esprit, il aurait été indiqué que le « Triumvirat » dresse un rapport de synthèse des écoutés et documents remis par les uns et les autres, sur l'état du pays, les convergences et les divergences sur l'essentiel du dialogue et, qu'il soumette ce Rapport à une Rencontre des Forces politiques et sociales. Cela aurait créé un compromis dynamique autour du processus, grâce à un consensus sur le diagnostic de la situation nationale, la compréhension et la dénomination du Dialogue, le but principal, les principes directeurs du Dialogue national, l'architecture institutionnelle et organisationnelle, le déroulé des différentes phases et les règlements y afférents.

Malheureusement, au lieu de légitimer ainsi le processus, le « Triumvirat » par les TDR proposés, porte un dialogue politique inclusif « formaté », en ligne directe de l'accord politique de gouvernance, processus ni inclusif, ni participatif, ni autonome. Ce qui n'est pas conforme à notre vision du Dialogue national inclusif.

**Aussi, ANW KO MALI DRON constatant que :**

1. Les TDR vont à l'encontre de l'exercice hautement démocratique et participatif en ne redonnant pas véritablement la parole au citoyen qui se trouve évincé de tous les niveaux du processus. Ces TDR n'optent pas pour le « Dialogue National Inclusif » qui prend en compte toutes les dimensions du Mali en crise, la globalité, la profondeur de la crise et se veut le conducteur pertinent pour une véritable union sacrée.
2. Les TDR montrent bien que le Dialogue est ancré dans l'Accord politique de gouvernance (APG) : par la référence à l'APG dans le « contexte », la consécration du concept de Dialogue politique inclusif et son contenu ; et à travers différents compartiments on retrouve des objectifs de l'APG que sont l'application de l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger (APR) et la révision constitutionnelle.
3. La validation des TDR par un Atelier regroupant ceux qui auraient répondu ou formulé des propositions concrètes de contenu et de format à la lettre du Président de la République ou auprès du « Triumvirat » et non à une Rencontre des forces politiques et sociales, est non inclusive et n'a donc aucune légitimité.

4. L'autonomie du Dialogue national inclusif est compromise car les différents actes posés montrent qu'en lien avec le Gouvernement, le « Triumvirat » et le Comité travaillent à un « dialogue politique inclusif » administré. Les autorités administratives doivent être strictement cantonnées aux aspects logistiques et sécuritaires en appui aux Comités régionaux et locaux autonomes. Il n'est pas acceptable que «... le secrétaire de la concertation... soit assuré par les services déconcentrés de l'Etat sous l'autorité du Sous-préfet ou du préfet... », ou que le niveau régional et du district de Bamako serve «... également de cadre de compilation et de synthèse des conclusions des différents cercles par les Gouverneurs de région et du District de Bamako pour les communes du District... ».
5. Les TDR occultent tout diagnostic du Mali en crise avec un contexte et des justificatifs bien lissés. Sans un état des lieux complet et partagé, de quoi va-t-on parler et pour quelles solutions ? Quel projet commun ?
6. Le processus ascendant, du local au sommet, est biaisé par une liste des participants déséquilibrée au profit des officiels, semi-officiels et para-officiels, au détriment des citoyens, le monde rural est ignoré de même que le tissu urbain, et le monde universitaire, le secteur privé dans sa diversité... il n'y a pas de Délégués des communes à la rencontre du Cercle, ni de ceux des cercles à la Concertation régionale et pas de délégués des régions à la rencontre nationale de synthèse.
7. Le caractère souverain du Dialogue national inclusif n'est nullement affirmé comme un préalable et la liberté des sujets à débattre sans tabou, n'est pas un principe posé par les TDR.
8. Les thématiques au nombre de 4 et leur éclatement ne répondent pas au Mali en crise, parce qu'elles ne sont pas significatives pour un traitement de fond de l'ensemble des causalités ayant engendré et alimenté la grave crise que connaît le pays depuis quelques années.
9. Le temps utile à un Dialogue national inclusif, ouvrant la voie à une sortie de crise endogène et durable, est sacrifié au profit d'une course contre la montre qui cale toute la partie active du processus du dialogue entre fin août et fin septembre 2019, pour répondre à ce qu'on ne sait quel agenda.

**Décide :**

- que les organisations membres de ANW KO MALI DRON, ne participeront pas à l'Atelier de validation de ces TDR les 14 et 15 septembre 2019 ;
- de ne pas cautionner le lancement d'un « dialogue politique inclusif » administré.

Bamako le 12 septembre 2019

P/ La COORDINATION de la Plate-forme ANW KO MALI DRON

La Présidente

Mme SY Kadiatou Sow

Je suis devant vos portes. Payez nous ou partirez au gnouf epicetout.  
#CorruptionGate



## Toni Starr Mr-Bagayoko

Toni Starr Mr-Bagayoko est avec Sangare Souleymane Ousmane Debarro et Malick Konate. Deuxième et dernier jour de la formation des #JOURNALISTES ET WEB\_ACTEURS à la citoyenneté et la gouvernance



Cette formation est la première étape du projet dénommé " DES CONTENUS MÉDIATIQUES DE QUALITÉ AU SERVICE DE LA GOUVERNANCE ET DE LA CITOYENNETÉ", un programme financé par #Famoc. Lors de cette séance elles sont rappelées et expliquées, les notions de Gouvernance, Activisme, Citoyenneté, Civisme, Engagement stratégique et citoyenne, Cadre d'échange. La première journée a été clôturée par des travaux de groupes et leurs restitutions.

Quant au jour 2, il est question de mettre l'accent sur les limites de la Liberté des médias et gouvernance, et leurs rôles.

Chaque groupe évaluera son plan d'action avant de clôturer l'atelier par une évaluation.

Je suis très ravi d'être sélectionné pour prendre part à cet atelier qui nous offre plein d'outils.

#MAKcom #HoronTV

## Amadou Tall

FÉDÉRATION MALIENNE DE FOOTBALL :  
#BaVieuxTOURÉ AU SIÈGE DE L'AMICALE DES ANCIENS FOOTBALLEURS DU #REAL DE BAMAKO



Après sa prise de fonction, le tout nouveau président de la Femafoot, Bavieux TOURÉ, a entamé une tournée de retour de politesse et de prise de contact.

C'est dans ce cadre qu'il a effectué le déplacement, ce matin 14 septembre, au siège de l'Amicale des anciens footballeurs du Real de Bamako - #AMAFREB.

Durant toute la campagne, Bavieux n'a cessé de ressasser le même

message: faisons tous tout pour sortir le foot malien de l'ornière. Après son élection, il ne cesse de répéter : le travail est immense, mettons nous tous ensemble pour le Mali.

Ceci dit, on se connaît dans ce pays, les chercheurs de place sans vergogne ni dignité se doivent s'abstenir de venir harceler le nouveau bureau élu.

Nous devons abandonner certaines habitudes et mauvaises pratiques. Si le nouveau président de #Malifoot a besoin de quelqu'un, il saura le contacter.

Stop aux harceleurs qui polluent l'atmosphère.

C'est une occasion pour avoir une pensée émue à #Nani (#Idrissa-TOURÉ), le Premier Président de l'AMAFREB. Puisse la terre lui soit légère.

ZOUMANA MORY COULIBALY ET BAKARY TOGOLA:

LIÉS AUSSI PAR LA PETITE ALBINOS "SACRIFIÉE POUR LA VICTOIRE DE IBK" -

Lorsqu'en avril 2018, 2-3 mois avant les Présidentielles 2018, la petite albinos RamataDIARRA a été retrouvée décapitée et son sang emporté à Fana, l'artiste #SalifKEITA avait pointé un doigt accusateur vers ces deux très proches de IBK et deux très zélés supporters.

Il a accusé publiquement et nommément le richissime douanier devenu ministre sous IBK, Zoumana Mory COULIBALY, et le richissime et puissant et richissime président de l'#APCAM), Bakary TOGOLA, d'avoir fait égorger la petite albinos pour la victoire de IBK aux présidentielles 2018.

À ce jour, Salif KEITA n'a été interpellé par qui que ce soit. Ni les deux accusés et ni IBK. Personne n'a levé le petit doigt: procureurs, droits-de-l'homme, Minusma, ambassades. Personne. Et rien ne s'est passé. On est au Mali.

Mais, IBK pouvait-il éternellement se coltiner avec deux hommes potentiellement assassins?

Pourquoi pas? Le plus haut des juges du Mali a été publiquement accusé en début d'année d'assassinat dans son bureau. Il est toujours en poste. Le Malien supporte tout. Rien ne lui fait mal (Moussa TRAORE).

Mais on constate qu'il a profité du dernier remaniement ministériel pour écarter l'autre #Zou. Quand au paysan, on a vu venir sa descente aux enfers. Inculpé hier, présenté au juge ce matin, il dormira en prison cette nuit. Pour une affaire de gros sous.

D'engrais "frelaté" aussi? Dans ce cas à la place d'un certain chef de parti politique, je ferais attention. Suivez mon regard.

"#YOUROUKOU #YOUROUKOU", DETOURNEMENTS ET ENRICHISSEMENT ILLICITE:

CE QUI FAIT VRAIMENT MAL AU MALIEN -

#GMT (#MoussaTRAORÉ), qui connaît à fond ses compatriotes, s'est toute fois trompé sur eux sur un aspect. En effet, il y a des choses qui font très mal aux #maliens.

Comme les détournements des fonds à ciel ouvert auquel nous assistons depuis le retour de la #Gauche au pouvoir en 1992 (ATT, Alpha, ré ATT, Dioncounda et IBK sont #socialistes).



L'étalage arrogant des signes extérieurs de richesses (par des pauvres d'hier et fils de pauvres devenus fonctionnaires de l'Etat) fait en effet très, très, très mal au maliens. Au plus profond de son "#Banièngoisme".

Ce qui fait mal au malien lamda dans cette affaire n'est pas que les détournements des deniers publics attardent le pays.

Ce qui lui fait mal est que les montagnes de CFA générées par le #YouroukouYouroukou ne profitent qu'aux autres. Un petit cercle très fermé. Toujours les mêmes. Qui font rentrer parfois un nouveau membre. Jamais lui.

Donc, ce qui fait vraiment mal au malien au plus profond, c'est que lui n'en profite pas. Que ce sont toujours les mêmes qui amassent depuis près de 30 ans (#Alpha et son #Adema) et qui se goinfrent en nargant les autres.

Le malien lamda ne veut absolument pas que l'argent illicite cesse de circuler, de prospérer et de faire rêver. Non. Il veut que ceux qui mangent des deux mains soient dégagés pour que lui aussi, malien lamda, puisse se mettre à table pour se gaver.

En lançant parfois des miettes par terre à l'attention de certains anciens pachas devenus misérables et mendiants. Comme eux mêmes faisaient dans le temps à certains de leurs cireurs de chaussures avec la langue (le pauvre devenu subitement riche sans mérite aime humilier).

Tel est le seul rêve de malien lamda.

Le malien lambda ne veut absolument pas d'un système qui permet à chacun de gagner décemment, à la sueur du front et avec fierté, quelque chose.

Il veut être le seul à avoir et pouvoir éloigner les autres.

Ceux qui sont autour du plat ne le savent trop bien. Donc, ils ne voient

pas pourquoi ils vont se lever et faire la place à ceux qui ne cherchent qu'à les dégager et prendre leur place.

Personne ne veut changer la situation.

Bref, ce qui fait mal au malien, ça n'est pas "l'injustice" de la situation, mais d'être du mauvais côté. Lamda tient absolument à ce que l'appareil des détournements reste et que lui aussi soit du bon côté. Et voir les enrichis illicites d'hier par terre à ses pieds.

Le succès fulgurant et durable de la pièce de comédie "#Banièng" du génial #AliouneIffaNDYAYE vient de là.

Banièng, c'est vraiment le malien lambda. Et les détournements ont de beaux devant eux. #Clément et #MadCOULOU m'excuseront sur cette dernière phrase.

(Issiaka si tu es là, c'est une coïncidence).

## Sekou Samassa

L'ÉTAT a l'obligation d'assurer la sécurité des citoyens et de construire des routes d'où la légalité des demandes sociales.



## Elhadj Djimé Kanté

Le PM Boubou Cissé va-t-il faire une déclaration de politique générale ?

Kèlèkotè

À connè pa À demandé

Que le Ministre Tonton Malick Coulibaly n'oublie jamais que Bakadia est Coulibaly et que je suis son neveu même père même mère.



## Clément Dembélé, PCC, sur les malversations : “l’OCLEI est l’une des structures les plus incompétentes de l’histoire du Mali”



**E**ngagée dans une lutte sans merci contre la corruption depuis février dernier, la Plateforme contre la corruption et le chômage au Mali (PCC) dénonce l'incompétence de la principale structure de lutte contre l'enrichissement illicite. “L’OCLEI (Office centrale de lutte contre l'enrichissement illicite) est l’une des structures les plus incompétentes de l’histoire du Mali”, a déploré le président de la PCC, Clément Dembélé.

Après huit mois de combat contre la corruption et le chômage, la Plateforme contre la corruption et le chômage au Mali a décidé de faire le point de l'état des lieux sur ces deux phénomènes et se prononcer sur les perspectives de la plateforme. C'était en faveur d'une conférence de presse animé par son président au Conseil national du patronat. Au cours de cette conférence de bilan à mi-parcours, le président de la PCC, Clément Dembélé, n'a pas pu s'empêcher de dénoncer l'inaction de l'OCLEI dans le cadre de la lutte l'enrichissement illicite. “L’OCLEI est l’une des structures les plus incompétentes de l’histoire du Mali qui n'est plus capable de gérer et de faire quoi que ce soit dans la lutte contre l'enrichissement illicite. Elle n'est même pas capable d'enquêter encore moins de convoquer simplement les gens à venir déclarer leurs biens. Alors qu'on lui donne des milliards de budget de fonctionnement”, déplore le président de la PCC. Le conférencier ne cache pas son opposition à l'octroi des milliards de F CFA dans la lutte contre la corruption pour un résultat zéro. “Qu'on dépense 15, 9 milliards dans les structures anticorruption avec un résultat zéro, le peuple malien n'en peut plus”, prévient Pr. Clément. Avant d'énumérer les conséquences que cela en découle. “La Banque mondiale ne veut plus suivre le Mali, les PTF ne nous fait plus confiance, la mauvaise gouvernance a fait que le Mali est menacé de disparaître bien qu'il ne soit pas un pays pauvre. Seulement au Mali, nous sommes pauvrement gérés, nous sommes lâchement gérés, nous sommes mensongèrement gérés, et on nous fait croire que tout cela est normale. Il revient de relever ce défi de la normalité, c'est de se révolter, de dire la vérité, de rompre avec cette évidence établie”, crache le conférencier. Pour le conférencier, l'indice de croissance attribuée à notre pays ne se sent pas dans le panier de la ménagère, encore moins sur le plan de développement. Pour gagner le combat contre la corruption et le chômage, la plateforme envisage de mettre en place un vaste programme qui va toucher tout le Mali.

■ Youssouf Coulibaly

## Dialogue politique inclusif : Le Premier ministre préside l'atelier de validation des termes de référence



**L**e Premier ministre, Chef du Gouvernement, Dr Boubou Cissé a présidé, ce samedi 14 septembre 2019, l'atelier de validation des termes de référence du dialogue politique inclusif.

La cérémonie qui s'est déroulée au Centre international de conférence de Bamako a noté la présence des présidents d'institutions, des membres du Gouvernement, des facilitateurs du dialogue national inclusif, des représentants du corps diplomatique accrédités au Mali, des représentants des partis politiques et des organisations de la société civile. Après le discours de bienvenue du maire de la Commune III du District de Bamako, Mme Djiré Mariam Diallo, le président du comité national d'organisation, l'Ambassadeur Cheick Sidi Diarra a adressé ses remerciements à tous notamment aux représentants des partis politiques et de la société civile pour avoir contribué à l'organisation de l'atelier.

Le porte-parole des facilitateurs, Mme Aminata Dramane Traore a déclaré profiter de la tribune qui lui est offerte ce jour pour inviter tous les maliens à apporter leurs contributions et à se joindre à eux pour ce qui sera désormais appeler le Dialogue national inclusif. Mme Traore a également déclaré que « Nous avons les moyens culturels de relever ce défis ».

Le Premier ministre dans son discours a souligné que « l'agora du peuple, ouvert, accueillant, emphatique et surtout réconciliant qui ne saurait être un exercice solitaire des seuls partis, mouvements et regroupements politiques signataires de l'Accord politique ».

Dr Boubou Cissé a émis le vœu que de ces assises « sortiront des Termes de Référence d'un dialogue qui tiennent suffisamment compte des aspirations légitimes de notre pays, qui consacrent un consensus autour du Mali. »

Lisez et faites

# Malikilé

votre journal numérique

## Mise en place du bureau de la Coordination ARP de Bamako : Cérémonie sous la présidence de Tieman Hubert Coulibaly



Ce samedi 14 septembre 2019 à 10h et sous la Présidence de M. Tieman Hubert Coulibaly, Président de l'ARP, s'est tenue à l'Hôtel de l'Amitié, la rencontre relative à la mise en place du Bureau de la coordination ARP du District de Bamako.

Dans son discours introductif, le Président Tieman Hubert Coulibaly a remercié M. Moussa Oumar Diawara dit Bâti pour le travail abattu qui a conduit à la mise en place des coordinations des six (6) communes du District de Bamako. Il a invité l'ensemble des militants à travailler d'arrache-pied afin que l'ARP puisse atteindre ses objectifs et contribue pleinement à la réussite du Dialogue National inclusif.

À sa suite, il a été fait lecture du Bureau de la Coordination ARP du District de Bamako dont la présidence tournante est assurée par l'honorable Boukassoum TOURE du MPM. La rencontre s'est terminée avec les discours des membres de la conférence des Présidents ARP et du nouveau président qui ont tous remercié les militants.

## Un aéroport privé pour Michel Tomi à Koulouba : L'homme d'affaires corse Michel Tomi construit un aéroport privé près de sa maison Bamakoise

Michel Tomi, figure de l'industrie du jeu en Afrique, propriétaire du Casino de l'Amitié de Bamako et ami proche du président malien Ibrahim Boubacar Keita a construit un aéroport à côté de sa maison située entre Kati et Koulouba, le palais présidentiel du Mali près de Bamako.

Selon une source bien informée, l'aéroport de Michel Tomi a été construit sur l'ancienne place d'exercice militaire, situé en face de l'ancienne maison de Amadou Haya Sanogo, près du camp de l'armée de Kati. Si l'aéroport est récent, la villa de Michel Tomi, située entre Kati et Koulouba date de plusieurs années. C'est ici, à moins de 3 km du palais présidentielle du Mali que Miche Tomi, 72 ans, réside lors de ses passages à Bamako. Il faut rappeler que l'homme d'affaires corse Michel Tomi, depuis longtemps menacé de poursuites pour corruption, a été condamné au mois de décembre 2018 à Paris à un an de prison avec

## Diaspora malienne au Gabon : Des proches de Habib Sylla (George Ngoye) interpellés à Libreville



Quelques proches du président du Haut Conseil de Maliens de l'Extérieur, monsieur Habib Sylla (George Ngoye), sont interpellés par la Brigade de recherche de Libreville.

Pour faute lourde, Alassane Touré et d'autres membres du Conseil des Maliens du Gabon (COMAGA), proches de George Ngoye, interpellés par la Direction générale de la Brigade de recherche de Libreville.

Ces interpellations font suite à la plainte du premier vice-président, Mamadou Diawara, et les représentants des régions du Mali au sein de l'association.

Si des proches de l'homme d'affaires gabonais, dont la fortune et la nationalité font autant de polémique, sont interpellés par la justice malienne va-t-elle prendre ses responsabilités pour l'interpeller aussi ?

À noter aussi que, dans la foulée, l'assemblée générale du bureau du Haut conseil des maliens du Gabon, communément appelé COMAGA, a été annulé. Il semble que la déroute de cette association est de plus en plus problématique pour les autorités du Mali. L'Ambassade du Mali au Gabon consacre beaucoup d'effort pour aider les maliens vivants dans ce pays. Mais, le HCME ne lui facilité pas la tâche.

Notre source confirme que des discussions sont en cours au sujet de cette affaire. A suivre.



sursis et 375.000 euros d'amende dans une procédure de plaider-coupable. Cette condamnation met fin pour lui à une longue et vaste enquête sur « l'empire » de cette figure de l'industrie du jeu en Afrique, et les liens parfois suspects entretenus avec les dirigeants de ce continent.

## La CNAS FASO-HÈRÈ condamne : Les manœuvres de la CMA visant à mettre main basse sur la Région de Tombouctou

Dans le cadre de la tenue prochaine de sa 4ème table ronde, prévue pour le 23 septembre 2019, pour parler de l'État de la nation malienne, le parti CNAS FASO-HÈRÈ (Convention Nationale pour une Afrique Solidaire), a procédé à la lecture du documents portant condamnation des récentes manœuvres de la Coordination des Mouvements de la « fantasmagorique Azawad » (CMA), visant à faire un holdup politico-administratif sur la région de Tombouctou. Était au présidium, pour la circonstance, Idrissa Sidy Kondo, Secrétaire Administratif du bureau des jeunes CNAS, Oumar Tientigui Dembélé, du parti FAD et Madame Traoré Tièdo BAH, Présidente du bureau des femmes CNAS. C'était sous l'œil vigilant du président fondateur du parti M. Soumana SACKO.

Le parti CNAS, parti de l'avant-garde militante et révolutionnaire du peuple malien s'indigne du silence assourdissant du Président de la République et de son gouvernement face à cette manigance de ce conglomérat de séparatistes qui, profitant de la débâcle militaire de 2014 et des incongruités de l'accord antinational d'Alger, ont déjà fait de Kidal un "no man's land" pour l'état malien", ont-ils fait savoir. D'informer que le parti CNAS rejette l'Accord antinational d'Alger. Et de confirmer que, contrairement au Gouvernement malien dont le manque de vision stratégique et d'anticipation est criard, que les séparatistes de la CMA poursuivent inlassablement leurs desseins indépendantistes avec l'appui et la connivence de certains pays puissants. Ils ont ensuite évoqué que c'était pour eux, le lieu de réaffirmer la po-



Membres d'un groupe armé à Kidal, le 13 juillet 2016.  
© AFP/SOULEYMANE AG ANARA

sition qu'il ont toujours défendue, à savoir, que seul un Etat central fort, imprégné des valeurs de la République, de la démocratie et de la laïcité peut conduire les indispensables réformes sociales, politiques, économiques et structurelles sans lesquelles la même minorité séparatiste, raciste, féodale et esclavagiste continuera à alimenter un cycle sans fin de rebellions récurrentes mettant à mal l'intégrité territoriale et la souveraineté de la République du Mali ainsi que la coexistence pacifique multiséculaire entre différents groupes et sous-groupes ethniques dont la diversité culturelle a toujours servi de socle et de sève nourricière mutuellement enrichissante pour la solidarité et l'entente nationale. Et de procéder à la lecture du communiqué, selon lequel, l'ADPS a décidé de convoquer pour le 23 septembre 2019 à Bamako, le 4ème Round du Processus de Table Ronde des Forces Vives de la Nation destiné à marquer la détermination intacte du Peuple malien à prendre son destin en main pour une sortie effective, durable, patriotique, progressiste et démocratique de la crise multidimensionnelle. Pour la circonstance l'ADPS indique que toutes les forces politiques et sociales, de l'intérieur et de la Diaspora fidèles aux idéaux et aux valeurs du 22 septembre 1960 ; du 20 janvier 1961 ; du 25 mai 1963 et du 26 mars 1991, sont conviées à prendre part à cet internement.

■ Dognoume DIARRA

À base d'eau Supermont  
et de sucre Naturel

# FOFY<sup>®</sup> INDUSTRIES

L'équipementier de votre maison

## CUIVES

## MALISAD10



Santé • Sécurité • Economie



## Accalmie sur les fronts routes : Des feux éteints sans le Premier ministre Boubou CISSÉ

Il a échoué sur le front l'axe (Bamako-Kayes). Pour le centre et le nord est (Tombouctou, Goundam et Gao), il était sur la touche : hors du pays. Boubou a-t-il été écarté ?

**A**vec IBK il faut faire attention et être prudent ! Quand on a fini avec le klee-nex, on le jette dans la première poubelle rencontrée. IBK a réglé les crises nées des violentes revendications liées au mauvais état des routes en contournant son Premier ministre. Boubou Cissé a été humilié avant d'être écarté de la gestion de ce dossier. Sur les fronts ouest (Kayes, Kati et Koulikoro), il a été envoyé sur le terrain sans munitions. Il n'avait rien à proposer aux insurgés. Il a forcément échoué. Il est sorti bredouille des négociations avec Sirako et le FARK (pas le colombien, mais le Front d'Action pour la Région de Kayes).

Depuis le Japon et la Turquie, IBK a gère la situation à travers le Directeur Général de la Sécurité d'Etat. Le Général Moussa DIAWARA a obtenu des "mutins" une trêve. Le Premier Ministre a pu alors entamer une tournée qui ne fût pas triomphale, auprès des populations pour réciter la bonne parole. Tout en distribuant quelques graines aux pauvres.

Sur les fronts centre et nord-est, on lui a offert

l'esquive d'annoncer un voyage à...Kidal ! Le Niger avait vertement accusé le Mali d'abriter cette cité « dangereuse pour sa sécurité ». IBK avait invité son camarade de l'Internationale Socialiste à venir discuter de vive voix sur la question. Le Camarade ISSOUFOU avait accepté, comme on sait, et la visite avait eu lieu. Un bon alibi pour distraire : le PM va aller à Kidal. Mais pouvait-il aller dans un contexte de polémique larvée ?

### À Paris, par-dessus Kidal sans explications

Mais au lieu de Kidal, on retrouva le PM en France, accompagné de nombreux ministres (presqu'une dizaine) des opérateurs économiques et une flopée d'accompagnateurs. Pour quelles urgences ? Et quels gains ?

Vue à l'aune du protocole tout s'est bien passé : Macron sur le perron de l'Elysée, honneurs militaires dans la Cour du ministère des Armées etc.

Mais le Premier Ministre n'était pas allé en France pour le flonflon protocolaire. Le vrai bilan de la visite est à apprécier du point de vue politique et économique. Mais, là il faut reconnaître que la moisson est maigrichonne. Tout laisse croire que la France a cherché à casser la forêt du lâchage du Mali avec l'arbre

de l'accueil exceptionnel réservé au Premier Ministre.

Imaginez-vous ? 30 pauvres milliards annoncés à la suite d'une visite primatoriale. Un sous-ministre des Finances de n'importe quel autre pays ferait mieux.

A-t-on voulu faire d'une pierre trois coups ? C'est-à-dire distraire le «peuple », éloigner Boubou des revendications sur les routes et permettre à MACRON de lui faire ses «Bienvenue et Adieu, je t'aimais bien » ? On nous a donc submergés d'images, de textes et de sons sur cette promenade de distraction et de désaveux.

Pour achever la distraction et en jouant sur le pari que les maliens ont une âme de mendiants, on leur a annoncé pompeusement quelques vagues miettes comme retombées du voyage. Tant mieux pour ceux à qui on mettra un peu dans la bouche («Ayé don ni do ou da »).

### Inefficace pour Bamako-Kayes, simplement absent pour Tombouctou et Gao

On sait qu'après Kayes qui a lancé la guerre des routes (23 août), des manifestations ont éclaté à Tombouctou, Goundam et Gao. Pour les mêmes raisons. Un fort risque de contagion existait. Là-bas, on exigeait la présence physique du Premier Ministre pour parler. A cause des tentatives de divisions et de manœuvres dilatoires sur les insurgés. Le tout suivi de l'installation d'un profond manque de confiance.

Mais subitement, le PM dont les jeunes exigeaient la présence pour négocier et recevoir ses excuses, se sont mis à réclamer sa démission.

Un virage à 180 degrés qui questionne. Quelqu'un les a-t-il convaincus que Boubou ne pouvait rien régler ? Que son oignon était sans noyau ? Qui a convaincu les jeunes de négocier en l'absence du PM ? Toujours est que le PM fut mis de côté et les jeunes négocièrent avec des ministres (envoyés par qui ?) Et des accords furent signés. À Tombouctou et à Gao. Boubou a subitement cessé d'exister pour eux : out !

Serait-il en touche ?

■ Amadou TALL

## Maître Alassane A. Diop à propos de l'affaire Bakary TOGOLA : On s'est fait la tête de l'homme



**J**'étais outré contre ce monsieur lorsque je l'ai entendu demander au Premier Ministre Soumeylou Boubeye MAIGA de graisser les pattes sinon la bouche des opposants pour gagner la paix sociale. C'était donc ça la mentalité de l'homme.

Mais là, en ma qualité d'avocat, habitué des affaires judiciaires, j'ai comme le sentiment que dans ce dossier, tel qu'il commence, on s'est fait la tête du balourd, de ce paysan devenu trop bourgeois.

Le très puissant Président de l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali (APCAM) a passé sa 1ère nuit en prison. Il a été placé sous mandat de dépôt et déféré à la Maison centrale d'Arrêt de Bamako (MCA) par le juge d'instruction du 8ème cabinet du Pôle Economique du Tribunal de grande instance de la CIII.

J'ai comme le pressentiment que la responsabilité politique corollaire de la responsabilité pénale, la vraie, celle des ministres de tutelle, responsables des deniers publics, des organes de contrôle des fonds publics au sein de l'APCAM, de la Confédération des producteurs de cotons C-SCPC gestionnaires des fonds, de la CMDT et du Ministère de l'Agriculture, pourvoyeurs des fonds, cette responsabilité la plus

légitime risque d'être déresponsabilisée et totalement occultée.

Bakary TOGOLA, s'il n'était pas poursuivi et détenu, il aurait dû l'être en même temps que ceux qui lui ont donné plus de 13 milliards de nos francs de 2013 à nos jours sans la moindre demande de justifications.

BAKARY TOGOLA, seul sous les verrous pour répondre d'un détournement de plusieurs milliards, même 5 minutes avant ses supposés complices, cela m'a tout l'air d'une justice sélective et discriminatoire. Sa tête ne plaisait plus, il faut le dénoncer, de façon anonyme enjambant les structures de contrôle et sans mise en cause de toute la chaîne de responsabilité fautive.

Mr le Procureur Kassogué, il ne faut pas vous laisser berner par la procédure, il faut revoir toute la chaîne de la procédure.

Réagissez sans attendre, vous n'avez plus d'autres choix que de mettre tout ce beau monde au frais dès le lundi. Si les charges sont sérieuses contre Bakary TOGOLA, les complices où qu'ils soient et d'où qu'ils viennent doivent subir le même sort, ici et maintenant, sans attendre.

Pourquoi je dis cela ?

Parce que je viens d'apprendre que Bakary TO-

GOLA a été arrêté suite à une dénonciation anonyme. Cette plainte anonyme doit justifier votre sévérité.

Pour ma part, le caractère anonyme de cette dénonciation me pose un réel problème éthique. Je me pose la question à l'inverse: Comment tout cela a bien pu se passer depuis 2013 jusqu'à nos jours sans qu'aucune structure de contrôle ad hoc, les organes de l'APCAM elle-même, du ministère de l'Agriculture Ministère de tutelle, de la CMDT partenaire stratégique et même du Vérificateur général VEGAL, ne se rende compte d'un détournement d'une telle ampleur? C'est inadmissible.

Ces organes ont-ils validé les chiffres avancés par le dénonciateur anonyme ?

Je peux, peut être me tromper, mais dans certains pays la délinquance violente est beaucoup plus grave que la délinquance financière pour la simple raison que dans ces pays le sang versé à un prix beaucoup plus important que l'argent versé.

Tel n'est pas le cas au Mali, un millions de FCFA détourné pourrait sauver mille vies. Je ne comprends donc pas ce silence coupable, ce silence collectif comme une connivence publique, celle des fonctionnaires et responsables politiques de l'Etat contre l'Etat du Mali. Pardonnez-moi d'être un peu provocateur, mais quand je lis les commentaires jousifs de certains sur les réseaux sociaux, on dirait que la prison n'est bon que pour Bakary Togola ici et maintenant. Eh bien, moi je pense que d'autres plus instruits et plus responsables sont les vrais instigateurs, les profiteurs de cette affaire dont je ne sais rien pour le moment.

Lors de la conférence de presse dont je salue par ailleurs la tenue, le procureur Kassogué a parlé de six autres personnes qui seraient intéressées par l'enquête:

- Qui sont-elles et où sont-elles ?

- Pourquoi n'ont-elles pas été interpellées au même moment que l'auteur principal soupçonné ?

Il y a urgence.

Le mandat de dépôt n'a-t-il pas pour but que le prévenu ou l'inculpé ne puisse pas s'échapper dès lors qu'il présente un danger pour la société ou détruire des éléments de preuve?

Comme tous les Maliens épris d'une justice impartiale et égale pour tous, nous attendons de voir la suite dans les prochains jours.

## Nominations aux postes de représentations diplomatiques du Mali à l'étranger : Des cas de "favoritisme, de corruption, de clientélisme et d'injustices" dénoncés

**L**e syndicat des Affaires étrangères en grève de 6 jours à partir du 23 septembre

Environ 40 personnes dont une dizaine de ministres conseillers ont été nommées au conseil des ministres du 4 septembre dernier dans les représentations diplomatiques du Mali. Le hic est que parmi ces différentes nominations, il y a des noms cités voire même trempés dans de sales affaires. D'autres doivent leur ascension du fait d'être parrainé par des groupes armés. Ce n'est pas tout. Il y en a qui ont profité de leur connaissance des hommes et du système au niveau des Affaires étrangères pour glisser leur dossier.

Le front social est depuis plusieurs mois en ébullition au sein du Ministère des Affaires étrangères et de la coopération internationale. Et pour cause ! Après une grève de 120 heures soit 5 jours du 26 au 30 août, le syndicat de ce département stratégique, avec pour secrétaire général Hassane Diallo, vient de déposer sur la table du ministre du Dialogue social, du Travail et de la Fonction publique un autre préavis de 144 heures soit de 6 jours, précisément du 23 au 30 septembre.

Trois points sont inscrits dans leur cahier de doléances. Le premier porte sur l'examen et l'adoption du projet de Statut du Corps Diplomatique de la République du Mali, le deuxième a trait à la relecture du Décret n°96-044/P-RM du 08 février 1996 fixant les avantages ac-



cordés au personnel diplomatique, administratif et technique dans les missions diplomatiques et consulaires du Mali. Et le dernier point porte sur la relecture du Décret n°05-464/P-RM du 17 octobre 2005 fixant la valeur du point d'indice de traitement des personnels occupant certains emplois dans les Missions diplomatiques et consulaires du Mali, ainsi que leurs primes et indemnités. Cependant, il y a aussi un autre cas très cher aux travailleurs des Affaires étrangères, c'est le traitement égal des agents lors des nominations pour éviter les injustices.

**"C'est vrai que les injustices sont très fréquentes lors des nominations et ce sont des choses que nous allons continuer à dénoncer"** a soutenu le secrétaire général du comité syndical, Hassane Diallo, qui a tout de même reconnu que leur combat commence à porter fruit en ce qui concerne ces injustices. **"Il faut reconnaître que 99% de ceux qui ont été nommés le 4 septembre dernier sont tous du corps des conseillers des Affaires étrangères. Ce qui est une première. Cependant, il sied de préciser que même à cette dernière nomination, nous avons révélé des cas d'injustice car certains sont aux Affaires étrangères depuis**

**2011 et n'ont jamais été concernés par les nominations, tandis que d'autres qui viennent de venir, moins de 3 ans, ont été promus"**, a regretté le secrétaire général qui a réitéré leur engagement de poursuivre ces mouvements sociaux afin que leurs doléances et préoccupations soient prises en compte. Cependant, même si le secrétaire général parle avec une certaine diplomatie tout en restant intransigeant sur leurs doléances, certains travailleurs des Affaires étrangères, qui se disent victimes à maintes reprises de ces cas d'injustice lors des nominations, ne décrochèrent pas. **"Ici aux Affaires étrangères, les nominations riment avec affairisme, favoritisme et corruption. Il faut avoir le bras long"**, a soutenu notre interlocuteur, sous couvert de l'anonymat.

Citant un cas de cette pagaille au niveau des nominations, il a fait référence à celle du départ prématuré et précipité de Sékou Danfaga, vice-consul du Mali à Lyon (où il venait d'être nommé il y a juste une année) affecté à l'Ambassade du Mali à Brazzaville au poste de deuxième conseiller. **"Son départ serait dû, à l'atmosphère délétère qui existait entre M. Danfaga et le Consul, son chef hiérarchique. C'est une "belle recrue" locale de**



nationalité centrafricaine qui serait à l'origine de cette tension. L'affaire fut même remontée jusqu'à Bamako. Et Sikou Danfaga qui avait du mal à supporter les caprices de cette recrue locale au bras long, qui voulait dicter ses lois à ses chefs, a été relevé du consulat de Lyon pour Brazzaville", a soutenu notre source.

Une autre nomination récente qui fait aussi grand bruit au niveau des Affaires étrangères, c'est celle du secrétaire particulier du Ministre lui-même. Mme Haoua Coulibaly, c'est son nom. Elle a été bombardée la semaine dernière conseillère consulaire au consulat général du Mali à Tamanrasset or le doute plane sur les qualités de cette dernière à assumer cette fonction.

Le poste qu'elle occupe est destiné aux catégories A or elle occupe ce fauteuil de secrétaire particulier depuis le temps de Abdoulaye Diop et personne ici au service ne l'a vu prendre un congé de formation pour les études en vue de son reclassement en catégorie A" a soutenu notre interlocuteur.

Une autre source de frustration pour ces nominations du 4 septembre, c'est le cas de Sibiry Sanou. A peine a-t-il fait trois ans aux Affaires étrangères qu'il se voit propulser deuxième conseiller à l'Ambassade du Mali à Abuja. M. Illi Ag Hamada, deuxième conseiller à l'Ambassade du Mali, serait aussi dans la même situation pour n'avoir pas atteint les 5 ans. Mais lui, sa chance, à en croire une autre source fiable, s'expliquerait par le fait qu'il serait parrainé par un responsable d'un groupe armé.

"C'est vrai qu'il n'y a pas de règle écrite en la matière, mais dans la pratique, pour prétendre à un poste nominatif, il faut faire d'abord 5 ans de service, le temps d'avoir le maximum d'expérience. Mais ceux qui ont le bras long passent par le raccourci", a ajouté un autre conseiller des Affaires étrangères sous couvert de l'anonymat. Aussi les récentes nominations ont-elles vu également la promotion de l'ex vice-consul du Mali à Djeddah en Arabie Saoudite, Oumar dit Barou Sacko, qui a été limogé il y a trois ans de cela par le ministre Abdoulaye Diop

pour la mauvaise gestion de dossiers importants. Il s'agit de l'affaire feu Karamogo Befa et le dossier du pèlerinage. Il faut préciser que c'est ce même Monsieur qui est désormais, deuxième conseiller à l'ambassade du Mali à Tunis. Et la liste des nominations contestables est longue.

D'ailleurs, ajoute une autre source, ces pratiques commencent à s'ancrer au Département des Affaires étrangères, puisqu'elles y sont bien avant l'arrivée de l'actuel ministre, Tiébilé Dramé. "Par ailleurs, nous considérons qu'il urge surtout pour le ministre Dramé, réputé être un homme de principe et qui a combattu la corruption avec hargne lorsqu'il était à l'opposition, d'user de son influence pour que désormais les travailleurs soient récompensés en fonction de leur mérite", a soutenu un autre interlocuteur qui se présente également comme victime d'injustice par rapport aux nominations au sein de ce département.

■ Kassoum THERA

**SAMA**  
transfert d'argent

# Transfert d'argent

ECONOMISEZ JUSQU'À  
**40%**  
SUR VOS FRAIS DE  
TRANSFERT D'ARGENT

[www.sama.money](http://www.sama.money)

## Participation au Dialogue politique inclusif de IBK : Le FSD « Se réserve le droit de ne pas y participer »

La principale force de l'opposition malienne ne ferme pas totalement la porte de sa participation au Dialogue politique inclusif- DPI.

En effet, le regroupement estime que ce dialogue doit permettre de donner naissance à un Etat vertueux, la montée en puissance des FAMAs et l'émergence de une nation réconciliée et en paix. Le FSD veut participer à un Dialogue National

Inclusif qui satisfait à un certain nombre d'exigences qui conditionne sa participation. Découvrez-les dans la lettre que Le Front a adressée au Président du Comité national d'organisation du DPI.



**WESTERN  
UNION**

**WU** SM

**MONEY TRANSFER**

**FRONT POUR LA SAUVEGARDE DE LA DEMOCRATIE (FSD)**

Bamako, le 11 septembre 2019

Réf./N°12-09-19/FSD

**Le Président du Front pour la Sauvegarde de la Démocratie (FSD)  
Bamako**

A

**Monsieur le Président du Comité national d'organisation du Dialogue politique inclusif  
Bamako**

**Objet :** Observations et commentaires sur le projet de Termes de référence du « Dialogue politique inclusif ».

Monsieur le Président,

Par lettre n°0021/CNODPI en date du 21 août 2019, le Président du Comité d'organisation nous a transmis le projet de Termes de référence du « Dialogue politique inclusif » dont l'analyse appelle nos observations et commentaires.

De prime abord, nous estimons que le débat envisagé doit être un véritable « **Dialogue national inclusif** », un libre exercice démocratique hautement participatif qui replace le Peuple au cœur du processus en lui redonnant une opportunité historique de se parler, de faire le point de la crise multidimensionnelle qui frappe le pays, et de définir les fondements du nouveau Mali que nous voulons, de façon résolue, construire ensemble en tant que Nation.

Cependant, la confiance étant le fondement de l'exercice du débat envisagé, de graves violations des engagements et de l'inclusivité énoncés font douter de la sincérité requise en pareille matière.

Ces cas de violation sont apparus, dès l'entame du processus, notamment dans les conditions unilatérales de nomination des membres du Comité de pilotage et de la Commission d'organisation en totale violation de ce qui avait été discuté et convenu entre le Président de la république et le Chef de file de l'Opposition politique.

De même, un second exemple a consisté en la fixation péremptoire d'une date limite de tenue des législatives en violation des engagements souscrits par écrit dans « l'Accord politique de gouvernance » dont certaines prérogatives sont énoncées, en l'occurrence : « l'organisation de consultations référendaires, des élections législatives, locales et régionales dans les délais convenus lors du dialogue politique inclusif ».

De plus, l'Assemblée nationale a adopté au forceps une loi dite d'entente nationale en violation des engagements portant sur l'examen préalable de l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger.

En signe de bonne foi, nous avons souligné ces points au Triumvirat de Facilitateurs, tout en marquant, notre désapprobation sur la démarche, et décidé néanmoins d'apporter notre contribution au Dialogue National Inclusif sans que cela soit un blanc-seing pour la suite.

Le contexte dans lequel le Mali évolue aujourd'hui est connu de tous, mais ne ressort ni dans les discours officiels, ni dans les Termes de référence du « Dialogue politique inclusif », qui résument la situation du Mali en des problèmes sectoriels, alors qu'ils sont globaux et systémiques.

En effet, de notoriété publique, la situation du Mali est aujourd'hui caractérisée par le délitement de l'Etat, une instabilité gouvernementale et institutionnelle chronique, des institutions illégitimes (mandats expirés de l'Assemblée nationale, du Haut conseil des collectivités territoriales, de tous les Conseils de Région, du District de Bamako, des Cercles et de certaines Communes, etc.), la mal-gouvernance sur fond de corruption à grande échelle, le tout sous une forte présence étrangère, tant sur le plan militaire que politique.

Aussi, le « Dialogue » envisagé doit-il principalement permettre d'atteindre les résultats suivants :

- a) l'émergence d'un Etat vertueux fait d'exemplarité des dirigeants, de transparence dans la gestion des affaires publiques et de lutte implacable contre la corruption ;
- b) la montée effective en puissance de Forces de Défense et de Sécurité à même d'assumer toutes leurs missions sur l'ensemble du territoire national dont l'intégrité est préservée ;
- c) une Nation réconciliée et en paix, avec un consensus politique et social sur la mise en application des décisions prises.

En résumé, nous voulons participer à un **Dialogue National Inclusif** responsable dont l'efficacité est subordonnée aux conditions ci-après énumérées :

- 1- Revenir au concept de **Dialogue National Inclusif** ;
- 2- Evaluer l'utilité de tous les participants et allier l'inclusivité à la représentativité dans ce cadre :
  - Eviter, à tous les niveaux, la surreprésentation de l'Etat qui devrait se limiter strictement à la facilitation logistique, sécuritaire et budgétaire ;
  - Assurer une stricte parité entre la Majorité gouvernementale et l'Opposition politique incluant le décompte des élus et la stricte application de la loi portant Statut de l'Opposition en République du Mali ;
  - Assurer une représentation tripartite et paritaire Société Civile - Majorité gouvernementale – Opposition politique à tous les niveaux du **Dialogue National Inclusif** ;
- 3- Préciser à l'avance le processus décisionnel qui devrait être sanctionné par une majorité qualifiée des trois-quarts (3/4), à défaut de consensus ;
- 4- Ouvrir le débat sur les raisons des retards et blocages de la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger, sur l'applicabilité de certaines de ses dispositions et, le cas échéant, envisager sa relecture ;

- 5- Ouvrir le débat sur l'opportunité et la pertinence de la révision constitutionnelle en ce moment, en raison, entre autres, de l'absence de l'Etat à Kidal, de la persistance voire l'aggravation de l'insécurité, de la nécessaire mise en place des règles et mécanismes permettant la transparence des consultations électorales ;
- 6- Affirmer clairement le caractère exécutoire et contraignant des Résolutions adoptées par le Dialogue National Inclusif ;
- 7- Mettre en place un Comité de Suivi paritaire indépendant.

La prise en compte de l'ensemble de ces points dans les **Termes de référence définitifs** sera un des gages déterminants de succès du dialogue envisagé et l'atteinte des objectifs fixés. A défaut, le dialogue perdra beaucoup de sa sincérité et de son efficacité, et dans ce cas, le Front pour la Sauvegarde de la Démocratie (FSD) se réserve le droit de ne pas y participer.

En vous souhaitant bonne réception de la présente, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos salutations distinguées.

**Le Président du FSD**

**Honorable Soumaïla Cisse**  
Grand Officier de l'Ordre National

**Ampliation :**

- **Triumvirat de Facilitateurs du Dialogue Politique Inclusif.**

## Ibrahim Boubacar Kéïta : Que lui reste-t-il si ce n'est de démissionner ?

L'opposition, en déposant une correspondance à l'Assemblée Nationale pour réclamer une enquête sur les responsabilités quant aux détournements des fonds colossaux de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (2015-2019), a remis au cœur du débat politique national la question de l'impunité et de la justice. Son Chef de file, l'Honorable Soumaïla Cissé, a désormais le dos suffisamment rond pour se positionner en défenseur de l'État et de la République.

L'État, qu'il soit monarchique, monarchiste, républicain ou autres, repose sur des piliers qui sont la justice, le respect de la chose publique, le partage équitable des ressources selon les aptitudes des citoyens ou des sujets, encore que la solidarité sociale, par l'individu ou par la nation, doit être un clin d'œil permanent au devoir de générosité. Il ne s'agit, donc, jamais, dans une communauté d'Humains, d'assurer l'impunité à des fossoyeurs privilégiés coupables de délits flagrants dont les conséquences sont indéniablement morbides pour la stabilité et la quiétude sociales, pour la vie de la patrie commune, au finish.

En ce qui concerne un pays, un État, comme le Mali, République depuis le 22 septembre 1960 et dont on s'apprête à fêter le 59<sup>e</sup> Anniversaire, dans la morosité, l'anxiété et l'angoisse à son lendemain qui apparaît des plus incertains. Il faut rappeler qu'il est né, dans l'envoi et l'euphorie, des entrailles de glorieux royaumes et empires qui, aux Hommes qui les ont gouverné, ont toujours fait du service public un engagement d'honneur; sacerdoce que le Président Modibo Kéïta a si idéalisé que, pour envoyer sa propre mère faire le pèlerinage aux lieux saints de l'Islam en Arabie Saoudite,



a dû s'endetter pour compléter ce qui manquait aux frais indispensables. Il n'a pas osé toucher aux deniers publics, pas même aux fonds de Souveraineté, que l'on désigne communément comme la caisse noire du Président de la République. Homme singulier, responsable d'une moralité à toute épreuve, ni chagrin ni mesquin au point de toucher à des choses interdites dont, entre autres, l'argument public et la femme libre. Le Mali a continué sa marche dans l'Histoire pour tous pays. Et c'est le moment de noter que les soubresauts politiques que Maliba a enregistrés, depuis 1960, ont tous été nourris du refus de la corruption, du mal-vivre général, de l'impunité accordée aux malfaisants.

Le Général Moussa Traoré s'est battu en la matière du mieux qu'il pouvait, il faut le lui reconnaître, contre une camaraderie plutôt abonnée aux délices du pouvoir et qui n'en faisait qu'à sa tête. Jusqu'à ce que la lutte contre la corruption et la malfaisance de tous genres ait atteint son summum avec la Révolution du 26 mars 1991.

Mais, voilà, ce sont justement les acteurs de cet épisode hautement historique, malheureusement pour les Maliens, qui incarnent les plus grands dénis de justice depuis bientôt trois décennies. Le prototype le plus à montrer est Ibrahim Boubacar Kéïta qui a parcouru al-

lègrement toutes les allées veloutées du pouvoir pour y occuper les fauteuils les plus soyeux. Tour à tour, Conseiller diplomatique du Président Alpha Oumar Konaré, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Ministre des Affaires Étrangères, Premier Ministre (pendant plus de six ans, un record encore inégalé), Président de l'Assemblée Nationale et... Président de la République depuis 2013. Parcours époustouflant, tout en rondeurs et couleurs, comme un arc-en-ciel pour d'un demi-dieu au destin tracé dans du marbre, mais, malheureusement, un destin qui porte manifestement la poisse du Mali des ancêtres. Les anciens manquent, en effet, de grilles de lecture appropriées pour comprendre comment un brillant esprit et Homme de cœur aux réactions parfois de sainte-nitouche en est arrivé à être le responsable de la négation de toutes les valeurs qu'il ne cesse de brandir par son verbe si emphatique. Parvenu sur les plus hautes marches de l'État malien et vauté sur le plus moelleux fauteuil, le moment de couronnement de sa belle carrière politique commencée tout jeune est en train de finir dans le chaos et la licence.

Le pays est atteint d'épilepsie, en quasi-transe sans remède, voué à l'éclatement...et à la désintégration. Perspective funeste ne fut jamais celle du Mali sur un cycle s'étendant sur 60

ans, temps cosmogonique que le Peuple dogon cerne bien les contours et les mystères. En 6 longues années maintenant, qui rappellent dangereusement les 7 années de sécheresse en Égypte des temps prophétiques, IBK n'a pu se rendre à Kidal qu'une fois, à la faveur de la campagne électorale pour sa réélection (et comment?).

Pour faire court, le pays gémit, la corruption et l'enrichissement illicite d'une minorité hallucinante qui vient toujours s'agglutiner autour d'un Président apte à tout laisser se perpétrer, pourvu que l'on ne l'importune pas dans ses postures personnelles, agrippe le Mali à la gorge. Le serment de campagnes électorales « Le Mali d'abord »- oui, c'en est puis qu'un slogan de campagnes est un pacte proposé aux électeurs. Donc, un serment fait aux citoyens est devenu « Ma famille d'abord ». Un parjure flagrant, preuve que le Président IBK s'est complètement défaussé de sa parole donnée. Conséquences logiques, la patrie est en état de déliquescence.

L'affaire des équipements défectueux achetés et remis à l'Armée malienne résume toute la haute trahison. Rien d'autre. C'est IBK qui a publiquement annoncé l'achat des fameuses épaves, avec joie et autocongratulation, ajoutant même, avec une fierté quelque peu infantine, que ce fut sur fonds propres des Maliens. Donc, en toute Souveraineté. Son fils embouche la flûte pour attester que les précieux équipements acquis sont inopérants ; donc, inutiles. Mais, il ajoute, l'air condescendant : «...je ne sais pas si nous n'avons pas été floués... ». Bref, les conséquences sur les performances de l'Armée nationale sont dramatiques. Les massacres de nos populations innocentes, à Koulouba, Dioura, Sobane Da et ailleurs, et les deuils qui s'en sont suivis ne laissent à IBK que situer au plus vite les responsabilités de tant de délits et punir les indelicats fossoyeurs, ou se démettre sans attendre. Le choix est loin d'être cornélien. L'honneur du Mali et sa pérennisation en tant qu'État souverain réclament un acte à hauteur de dignité.

■ **Hamady Hadi Bah,**  
**Chercheur en Traditions**

## Analyse des TDR du Dialogue politique inclusif par les membres du FSD : **Konimba Sidibé fait une synthèse**

**A**u regard de la gravité, de la profondeur et de la dangerosité de la crise multidimensionnelle qui gangrène notre pays (crises politique, sécuritaire, social, économique, financier, gouvernance, culturel, éthique et morale) l'opposition politique a demandé, sans être entendu pendant longtemps, un Dialogue National Inclusif pour parer à l'incapacité des pouvoirs publics à enrayer les menaces qui planent sur l'existence même de la nation et de l'Etat du Mali.

Acculé, le Président de la République, après un long soliloque sur une prétendue main tendue, a finalement accepté, du bout des lèvres, le principe d'un « dialogue politique inclusif » après un « Accord Politique de Gouvernance » signé avec ses anciens et nouveaux amis.

Or le Dialogue national inclusif que nous avons demandé est différent du Dialogue politique inclusif forcément plus réducteur, conçu dans le cadre de l'Accord Politique de Gouvernance lui-même exclusif, avec comme objectifs réels la Révision constitutionnelle qui doit ainsi s'ajuster à l'Accord pour la Paix et la réconciliation issu du processus d'Alger. Ces objectifs sont bien évidemment maquillés par une abondante littérature sur des crises sectoriels connus et reconnus mais qui ne peuvent recevoir de traitements adéquats que dans une approche globale, holistique.

Au-delà, le « Dialogue politique inclusif » tel que conçu et mis en œuvre pose de nombreux problèmes dont l'opinion publique nationale et internationale doit être pleinement informée.

### 1. Un débat biaisé

Dans une interview accordée au journal Jeune Afrique numéro 3051 du 30 juin 2019 le président IBK a annoncé les conclusions d'un débat



qui n'avait pas encore débuté en affirmant que « Quant au dialogue, il ne sera ni une conférence nationale ni un troisième tour électoral, que cela soit clair ».

Ce faisant il écarte tout débat sur la tenue de l'élection présidentielle de 2018 et la grave crise postélectorale qui s'en est suivie, qu'il ramène d'ailleurs à la « bouderie d'un seul homme » traitant ainsi avec mépris les contestations portées par des millions de maliennes et de maliens et de nombreux leaders politiques candidats ou non à ladite élection. Mais au-delà de ce traitement méprisant, il écarte toute idée de débattre de cette question essentielle.

Affirmer aussi que son « Dialogue politique inclusif » ne sera pas une conférence nationale sous-entend que ses conclusions ne s'imposeront pas. C'est d'ailleurs pour cette raison que lors de l'installation du Comité de pilotage à Koulouba le 25 juin 2019 à Koulouba, il a parlé de « catharsis ». Non le Dialogue national inclusif n'est pas un défoulement collectif ni une simple extériorisation de sentiments intérieurs encore moins « un effet de purification des passions produit chez les spectateurs d'une représentation dramatique » (Aristote). Encore Non, le Dialogue national inclusif n'est pas un théâtre et les maliens ne sont des acteurs d'une pièce de théâtre conçue à Koulouba.

Comme l'énonce pertinemment « Anw Ko Mali Dron » dont nous sommes membres « Le Dia-

logue national inclusif est un exercice démocratique hautement participatif qui replace le Peuple au cœur du processus de sortie de crise en redonnant aux maliens et maliennes cette chance historique de se parler, de faire le point et de dire ce qu'ils veulent construire ensemble pour leur pays en tant que Nation

Le Dialogue National Inclusif, comme appellation du rassemblement des maliens voulu par un grand nombre d'acteurs, prend en compte toutes les dimensions du Mali en crise, la globalité, la profondeur de la crise, toutes les communautés, toutes les forces, mobilise tous les citoyens de l'intérieur comme de l'extérieur et se veut le conducteur pertinent pour une véritable UNION SACRÉE » Arrêtons donc de biaiser le débat et prenons ensemble la juste mesure des choses avec le sérieux et la gravité qu'elles requièrent.

En sus de la banalisation du Dialogue National Inclusif, de graves violations de son inclusivité et des engagements pris ont été commises.

## 2. De graves violations des engagements de l'inclusivité

Ces violations sont nombreuses. Citons à titre illustratifs :

(1) Les conditions de nomination des membres du Comité de pilotage et de la Commission d'organisation en totale violation de ce qui avait été discuté et convenu entre le Président de la République et le Chef de file de l'Opposition politique. Ces nominations constituaient le point de départ de l'inclusivité. Elles ont été unilatérales et imposées. Elles ont procédé selon IBK « du choix que lui confèrent ses charges.

(2) Une deuxième grave violation a consisté en la fixation d'une date limite pour les législatives en violation des engagements souscrits par écrit dans l'Accord Politique de Gouvernance dont certaines prérogatives, sont énoncées dans son article 2 alinéa 3 ainsi libellé « l'organisation de consultations référendaires, des élections législatives, locales et régionales dans les délais convenus lors du dialogue politique inclusif » ;

(3) Un troisième exemple de violation des engagements concerne l'adoption au forceps par l'Assemblée nationale de la Loi d'Entente nationale en violation des engagements portant sur l'examen de l'Accord pour la Paix et la ré-

conciliation issu du processus d'Alger.

En signe de bonne foi, nous avons souligné ces points aux facilitateurs, marqué notre désapprobation et nos regrets et décidé néanmoins d'apporter notre contribution au Dialogue National Inclusif mais sans blanc-seing.

Mais que constatons-nous aujourd'hui ?

Un contexte sciemment occulté qui fausse tout naturellement les résultats attendus du Dialogue National Inclusif qui perd ainsi toute sa raison d'être.

## 3. Un contexte occulté

Le contexte dans lequel le Mali évolue aujourd'hui est connu de tous. Ce contexte ne se retrouve pas ni dans le discours d'installation des facilitateurs, ni dans les Termes de Références du Dialogue National Inclusif.

Les problèmes du Mali ne sont pas que sectoriels. Ils sont globaux et systémiques.

Le Mali, de notoriété publique est aujourd'hui :

- (1) un Etat failli ;
  - (2) un Etat corrompu ;
  - (3) un pays sous occupation étrangère ;
  - (4) un pays sous tutelle ;
  - (5) un pays avec une instabilité gouvernementale et institutionnelle chronique ;
  - (6) un pays sans institutions légitimes ;
- un Président mal élu ;
  - une Assemblée nationale dont le mandat a expiré ;
  - un Haut Conseil des Collectivités dont le mandat a expiré ;
  - des communes dont le mandat des maires a expiré ;
  - le président de la Cour constitutionnelle dé-crédisé ;
  - le président de la Cour suprême dé-crédisé ;

## 4. ... Qui fausse les résultats à atteindre

En raison de ce contexte, le Dialogue National Inclusif doit principalement atteindre les résultats suivants :

- (1) L'émergence d'un Etat vertueux fait d'exemplarité des dirigeants, de transparence dans la gestion des affaires publiques et de lutte implacable contre la corruption ;
- (2) La montée effective en puissance de Forces de Défense et de Sécurité à même d'assumer toutes leurs missions sur l'ensemble du terri-

toire national ;

- (3) une nation réconciliée et en paix ;
- (4) la préservation de l'intégrité territoriale du Mali dont la partition est évitée ;
- (5) un consensus politique sur la mise en application des décisions prises.

## 5. Les conditions de notre participation

Nous voulons participer à un Dialogue National Inclusif responsable et dont l'efficacité est subordonnée aux conditions ci-après énumérées :

(1) Revenir au concept de Dialogue National Inclusif

(2) Allier l'inclusivité à la représentativité et dans ce cadre :

- Revenir, à tous les niveaux, sur la surreprésentation de l'Etat qui devrait se limiter strictement à la facilitation budgétaire, sécuritaire et logistique ;

- Evaluer l'utilité de tous les participants ;

- Assurer une stricte parité entre Majorité et l'Opposition politique incluant le décompte des élus et la stricte application de la loi portant Statut de l'Opposition en République du Mali.
- Assurer une représentation tripartite et paritaire Société Civile – Majorité – Opposition à tous les niveaux du Dialogue National Inclusif

(3) Préciser à l'avance le processus décisionnel qui devrait être sanctionné par la majorité qualifiée des 3/4 ;

(4) Ouvrir le débat sur l'opportunité et la pertinence de la Révision constitutionnelle en ce moment en raison entre autres de la situation à Kidal, de la persistance voire l'aggravation de l'insécurité, de la nécessaire mise en place des textes et mécanismes permettant la transparence des consultations ;

(5) Ouvrir le débat sur les raisons des retards et blocages de la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger et sur l'applicabilité de certaines de ses dispositions et, le cas échéant envisager sa relecture ;

(6) Affirmer clairement le caractère exécutoire et contraignant des Résolutions adoptées par le Dialogue National Inclusif ;

(7) Mettre en place un Comité de Suivi indépendant

**Konimba Sidibé**



## Un dialogue sans Soumaila Cissé, Alou Boubacar Diallo, Cheick M Diarra, Modibo Sidibé, Mountaga Tall, Choguel Maiga, Oumar Mariko, Moussa Sinko Coulibaly, Zoumana Sacko : Ne perdrait-il pas sa légitimité et son caractère inclusif ?



Le Mali prépare activement son dialogue politique dit inclusif. Après la nomination du triumvirat pour son pilotage, nous assistons aujourd'hui à la tenue de séminaires et ateliers d'appropriation des Termes de Référence, TDR. Mais ce qu'on feint d'oublier ou de reléguer au second plan, c'est le probable boycott des grands ténors de l'Opposition, qui conditionnent leur participation à un certain nombre de garanties. Tout dialogue sans ces ténors ne serait-il pas un forum de trop et un gaspillage de nos maigres ressources financières sans lendemain ?

Un dialogue politique sans Soumaila Cissé, Aliou Boubacar Diallo, Cheick Modibo Diarra, Modibo Sidibé, Mountaga Tall, Choguel Kokalla Maiga, Oumar Mariko, Moussa Sinko Coulibaly et Zoumana Sacko, ne sera ni inclusif, encore moins légitime, car malgré tout ce qu'on pourrait reprocher à ces leaders, ils constituent des maillons importants dans l'animation du débat politique national. Et qu'on ne s'y trompe pas, l'ensemble de leurs partisans dépassent largement le nombre de voix obtenues par IBK à l'élection Présidentielle de 2018. Il est alors temps, avant qu'il ne soit trop tard, pour ce dernier de descendre de son piédestal royal, et de se mettre au-dessus de certaines consi-

dérations, pour prendre lui-même langue avec ces leaders politiques afin que le dialogue tant attendu par l'ensemble des Maliens, soit véritablement inclusif. Nul ne saurait contester le bienfondé de ce dialogue que tout le monde souhaite d'ailleurs le plus inclusif possible, afin que les crises majeures puissent trouver leurs solutions. Mais, le tenir sans ces acteurs majeurs de la scène politique est synonyme d'exclusion d'une frange importante.

Pour rappel, à quelques encablures de la tenue du dialogue politique inclusif, certains caciques de la scène politique malienne menacent de le boycotter si leurs revendications ne sont pas prises en compte. Autrement dit, ils veulent des garanties supplémentaires pour que ce dialogue ne soit pas comme tous les autres fora tenus à grands renforts médiatiques et à des coûts de millions pour qu'au finish, les résolutions et autres recommandations aillent dormir dans les tiroirs des autorités. Les leaders politiques de l'Opposition émettent beaucoup de réserves et ne souhaiteraient pas être complices d'une arnaque politique, selon l'expression d'Aboubacar Sidiki Fomba. N'ont-ils pas raison d'avoir des aprioris ? Devraient-ils se contenter des garanties données par le triumvirat ou encore par le gou-

vernement sachant bien que le dernier mot reviendra au chef de l'Etat et que ce dernier aurait dit que ce dialogue ne sera pas le troisième tour de la Présidentielle ?

Tous les regards sont désormais tournés vers le Président de la République, garant de l'unité et de la stabilité, pour qu'il prenne rapidement langue avec ces leaders politiques afin qu'ils participent pleinement et activement à ce dialogue qui paraît être une ultime occasion pour IBK de renforcer sa légitimité mis en mal après l'élection Présidentielle et surtout de trouver, ne serait-ce que théoriquement, des solutions aux graves crises qui secouent notre pays depuis l'ignoble coup d'Etat de 2012.

En définitive, si tant est qu'IBK n'a que le Mali comme agenda, il doit alors se dévêtir de son manteau impérial pour devenir le Président d'une République en guerre contre le terrorisme, la corruption, l'injustice, l'insécurité ambiante, le chômage endémique des jeunes, la crise sociale généralisée. Bref, contre le sous-développement, en rassemblant toutes les filles et tous les fils du Mali.

■ Youssouf Sissoko



## Impressions inspirées par IBK après son passage sur l'ORTM : « IBK, ne changera pas d'un iota, emmuré dans sa citadelle de mensonges et de déni qu'il a bâti autour de lui » pense Abdoul Bah

**Décidément, IBK, ne changera pas d'un iota emmuré dans sa citadelle de mensonges et de déni qu'il a bâti autour de lui.**

**D'**abord, le style qu'il affectionne est tellement proche de celui de François Mitterrand quand il parle, on dirait qu'il chuchote faisant preuve d'un homme raffiné et courtois, bien cultivé qui répond souvent aux critiques de ses adversaires avec humour et sourire. La copie ne vaut jamais l'original. Malgré les tentatives de Salif Sanogo, pour le titiller sur des sujets d'actualité pointue comme le problème des routes, les massacres

du centre, l'enclave de Kidal, les hélicoptères cloués au sol, il va botter en touche en relativisant les problèmes ou les réduisant comme des épisodes qui ne lui font pas peur. Il avoue qu'il garde une sérénité à toute épreuve et de la hauteur où il se trouve comme un drone, il regarde toute cette agitation des sociétés civiles, les gribouillages des réseaux sociaux comme une tempête dans un verre d'eau qui ne peut pas interrompre le cours du fleuve tranquille de son second mandat. Il dit avec assurance qu'il connaît le microcosme politique malien qu'il a pratiqué plus de 25 ans, dont certains ont la culotte trouée pour pouvoir monter sur l'arbre de la démocratie et de la

bonne gouvernance. Celui-ci a dû se reconnaître car la veille, il parle de saisir le parlement pour constituer une commission d'enquête sur les malversations qui entourent l'achat de 2 hélicoptères cloués au sol, car c'est lui-même qui en a fait la révélation à Jeune Afrique. Maintenant, il essaye d'éteindre cet incendie en disant de faire attention de ne pas donner de l'ampleur à cela car il a déjà pris les mesures correctives nécessaires.

J'ai eu l'impression qu'il n'a pas les pieds sur terre. Il vogue sur un nuage artificiel que la hauteur de Koulouba provoque quand on y séjourne longtemps. Il pense que rien ne peut l'atteindre comme son prédécesseur qui a

pourtant été contraint de dévaler la pente raide de cette colline. Il faut se méfier de l'étourdissement que provoque l'altitude.

Pour sa gouverne, je le préviens que tout va mal et qu'il est assis sur une poudrière en continuant son incantation inaudible et que personne n'écoute. Aucun secteur ne se porte bien. Je vais citer l'insécurité provoquée par les djihadistes rebelles où l'administration s'est repliée dans les chefs lieu de région abandonnant les 3/4 de notre territoire où les bandes armées font la loi sur les populations qui ont fini par les adopter. Elles profitent d'une liberté relative qui les met à l'abri de la mauvaise gouvernance des fonctionnaires raquetteurs que sont le collecteur d'impôt, les préfets et sous-préfets, les douaniers, les gendarmes, les agents des Eaux et forêts, les juges etc. Ils ont plutôt besoin d'infirmiers et d'enseignants.

Il y a l'insécurité entre les villes où les coupeurs de route dépouillent les voyageurs. Les bus de transports sautent sur les mines en tuant leurs passagers. Les convois militaires tombent dans des embuscades lors de leur déplacement. La guerre larvée entre peuls et dogons donzos continue toujours malgré une

relative accalmie. Les routes reliant les villes comme Kayes, porte d'entrée de nos marchandises, comme Sévaré-Gao, comme Ngoma Koura Tombouctou ont coupé le centre du pays au reste du pays. Les populations de Gao passent par le Niger et le Burkina pour se rendre à Bamako. Le Mali se réduit aux régions de Sikasso et les sud des régions de Koulikoro et Ségou et Kayes. Le trésor public est à sec à cause de la gabegie mettant à l'arrêt tous les secteurs de l'économie et les chantiers routiers en cours d'exécution.

Au lieu de réduire le train de vie de l'Etat, le Ministre des Finances se lance dans les opérations de levée de fonds sur le marché financier régional pour alourdir notre endettement en pensant enrayer la tension de trésorerie. Seul le secteur minier de l'or est florissant avec une production record et un cours très favorable. Le Mali tient grâce à cette mamelle qui pouvait faire mieux si on ne favorise pas une évasion fiscale par un code minier très libéral de 1991 dont la majorité des mines se prévalent grâce à la clause de stabilité fiscale de 30 ans que vous venez de diminuer à 10 ans la semaine dernière seulement. Ces mines ont une durée maximale de 10 à 20 ans. C'est dire

qu'on est plus proche de leur épuisement alors que ces recettes exceptionnelles n'ont servi qu'à nourrir un train de vie d'un État exsangue. L'école va très mal. Les hôpitaux publics battent de l'aile. L'armée renforce son effectif et refuse de se battre pour un président bourgeois confortablement calé dans son palais indifférent à leur sort malgré ses incantations démagogiques. Il ne trompe que lui-même. Notre religion est faite quant à sa personnalité superficielle et bornée qui voit la vie en rose comme la rosée qu'il biberonne. Il a de l'audace en disant que le Mali avance, alors que ce pays sombre. Il a du culot en disant que rien ne lui fait peur alors que la jeunesse gémit et ne voit aucune perspective que de s'enrôler chez les djihadistes pour 100.000 FCFA. Qu'est-ce qui nous reste à faire pour montrer notre mécontentement de sa façon de gouverner s'il dit "circuler, tout va bien"? Il a atteint un seuil de cécité qu'il ne donne plus à espérer. Un peuple se nourrit d'espoir et a besoin de voir le bout du tunnel quand il traverse une zone de turbulence. Mais, le Mali continue sa descente inexorable. Je termine ici.

## Découvrez la nouvelle plateforme

omni **LITE**

La banque en ligne optimisée pour les grandes entreprises locales, celles du Secteur Public et les PME

BANQUE COMMERCIALE



# VIBREZ AVEC MALITEL



SPRIT

Pour une compétition encore plus intense Malitel offre aux fans la diffusion des matchs sur écran géant comme si vous y étiez.

Tous les jours de match retrouvez nous sur la place CAN et dans plusieurs quartiers de Bamako.

Au programme, des animations musicales, des offres promotionnelles et beaucoup d'autres surprises. Profitez de chaque match, chaque but,.....

Avec Malitel, célébrez la fête du football Africain comme il se doit !

Malitel, proche de vous.



## Humour : El Hadj Djimé Kanté : «J'ai rencontré IBK»

Il était 10h 07 minutes quand pour la 1ère fois de ma vie, je franchissais l'entrée du somptueux palais présidentiel de Koulobouba. C'était sous une fine pluie. Le temps était clément mais je transpirais.

Le Ministre des affaires étrangères Tiébilé DRAMÉ est celui qui a facilité cette rencontre. "IBK aime discuter avec des gens capable de lui dire certaines choses dans le respect mais sans détours. Ainsi il te recevra demain à 10h 30", m'a t-il dit au téléphone ce petit matin du 04 septembre 2019.

De l'appel de Tiébilé (l'opposant opposé à sa propre opposition) à ce 05 septembre je n'étais pas tranquille. Je me posais trop de questions. Dire ici que je n'avais pas peur, serait un mensonge. J'ai trop critiqué cette 1ère institution de la République depuis 6 ans. J'ai souvent dépassé les limites. IBK n'oublie jamais rien, il va me menacer, après l'avoir rencontré je serais obligé de la boucler pour de bon me disais-je dans mon fort intérieur.

Il était 14 heures quand enfin, d'une voix semblable à celle de Nènè Thiam Torodo, une dame me demanda de la suivre. Mon cœur se mit à battre très fort. Les gens me regardaient traverser un grand couloir. Était-ce par admiration ou savaient-ils ce qui m'attendait ? Je n'arrivais pas à lire dans leur regard et cela m'agaçait. Tiébilé n'était pas là, Bakadia non

plus. Un simple ouvrier d'un hôpital, fils d'une ancienne vendeuse de friperie et d'un cheminot qui rencontre un Président de la République ! M'exclamais- je intérieurement.

- Bonjour Badjimé, Comment va Bakadia ? Enfin te voilà en chair et en os.

- Bonjour son excellence Monsieur le Président de la République. C'est un honneur pour moi d'être reçu au Palais. Bakadia va bien et vous salue.

- Alhamdulillah ! Je suis Keita et toi Kanté. Viens t'asseoir juste ici à côté de moi et on va se tutoyer. Nous en avons pour 30 minutes et parle-moi sans détours.

- Merci Monsieur le Président. J'ai tenu à vous apporter ce petit colis. Il contient un peu de haricot et d'arachide. Il y'en a juste pour Karim, Boubou et toi même.

IBK éclata tellement de rire, que je parviens à me rendre compte qu'il lui manquait lui aussi plusieurs dents. On était donc entre frère.

Nous n'avons pas perdu de temps pour rentrer dans le vif du sujet. J'ai remercié le Président pour le million qu'il m'avait envoyé mais qui m'est parvenu avec quelques billets de moins comme entre Marka Gassama, Soumi champion et Haïdara. Contrairement à ce que je craignais, je n'ai eu aucune difficulté à m'exprimer devant mon Président. Il était tellement attentif à mes propos que j'ai eu de la peine pour lui. IBK n'était pas heureux. Ça se lisait

sur son visage. Il a plusieurs regrets.

Dans un Bamanankan propre avec des proverbes bien choisis, j'ai parlé à IBK entre autres, du dialogue en vue, du plateau technique des hôpitaux, du nombre d'enfants qui meurent actuellement dans nos villages des suites des conséquences médicales de l'excision, du réseau routier, de la corruption endémique dans notre Pays, de l'accord d'Alger, de petits voleurs de coq qui remplissent nos prisons pendant que les vrais criminels vaguent librement à leurs occupations.

Dans sa réponse, j'ai été surpris de constater qu'IBK est très informé. Il est sur Facebook avec bien sûr un faux profil. Il lit les publications de Boubacar Koumare, de Kassim Traoré, de Samba Gassama General, de Seydou Oumar Traoré, de Malick Konate, et autres. IBK sait tout. J'ai failli pleurer très sincèrement quand il m'a parlé de son amour pour ce Pays et de certains coups bas qu'il a reçu d'amis de longues dates.

Nos échanges ont duré 26 minutes. IBK m'a demandé si réellement je compte épouser Adam Dicko. "Oui Ibrim j'aime Adam comme le papillon aime la lumière. Je l'aime de la même manière que tu aimais ton Boeing. Adam est ma raison de vivre". À peine ai-je prononcé cette dernière phrase que Mme Kanté m'a donné une belle giflette. Sans mot dire, je me suis levé, pris ma douche, pria et sans prendre mon petit déjeuner je pris la route pour le travail. Elle aurait au moins dû attendre qu'IBK me donne une enveloppe. Ah les femmes !

## Pour faire découvrir leurs talents : Les artisans de la commune I organisent un salon

Le Vendredi 13 Septembre 2019 a eu lieu le lancement officiel du Salon des artisans. L'évènement a eu lieu sur le terrain de football de Djélibougou en face de la SO-TELMA et s'étendra sur cinq jours.

Organisée par la Chambre des métiers de la Commune I du District de Bamako, cette initiative locale des artisans de la Commune I vise à faire découvrir le savoir-faire des artisans et assurer la promotion de leurs produits respectifs.

L'évènement a mobilisé les responsables de la mairie de la Commune I représentée par le 1er Adjoint Oumar TOGO, le 2ème Alpha Z Doumbia, l'ancien Ministre Maouloud Ben Kattr, le Président de l'Assemblée Permanente des chambres de Métiers du Mali (APCCM) Mamadou Minkoro Traore et la marraine Hinda

SIMAGA.

En effet, cet évènement a également plus de 80 corps de métiers de tout le secteur de l'artisanat qui ont tous des stands. Il s'agit des mécaniciens, teinturiers, tailleurs, coiffeurs, tradithérapeutes, des plasticiens et des transformatrices des produits agricoles.

Cependant, il convient de rappeler que la loi définit comme artisan tous ceux qui interviennent dans la production, la transformation qui crée de la valeur ajoutée sur un produit.

A l'entame des travaux, une minute de silence a été observée pour commémorer les victimes civiles et militaires de la crise politique et sécuritaire du pays.

Tout au long de la soirée des prestations musicales de la troupe artistique et culturelle de Seydou Balani et des démonstrations des

acrobates de la commune I ont meublés la cérémonie.

Dans son discours d'ouverture, le 1er adjoint au Maire de la Commune I a souhaité la bienvenue au nom du conseil communal avant faire la jonction entre le développement social et économique et la promotion et la valorisation du secteur de l'artisanat.

Il a affirmé la disponibilité de la mairie de la commune I à accompagner cette initiative pour la pérennisation du salon.

Ensuite, le Président de la Chambres des artisans de la Commune I Bakary Konaté a dans son discours salué Madame le Ministre de l'Artisanat et du Tourisme Madame Nina Walet Intallou. En outre, il a également insisté sur la nécessité des formations des artisans pour plus de compétitivité, les défis de financements adaptés aux besoins réels des entreprises et aux marchés au plan national, sous régional et international.

Enfin la cérémonie a pris fin par la visite des stands par les invités de marques.

■ Alpha Sidiki SANGARE



(Image d'illustration)

## Nigéria/Élection : La justice valide in fine l'élection du président Buhari



Le président nigérien Muhammadu Buhari, à Abuja, au Nigéria, le 29 mai 2019.

**P**lus de six mois après les élections générales au Nigeria, la justice a validé mercredi la réélection du président Muhammadu Buhari pour un second mandat, un résultat que contestait l'opposition.

"La pétition (demandant l'annulation des résultats de la présidentielle) a été entièrement rejetée", a déclaré le juge Mohammed Garba à Abuja, ajoutant que les plaignants n'avaient pas réuni assez de preuves pour étayer leurs accusations de défaillances du système électronique.

Muhammadu Buhari, le candidat du Congrès

de tous les Progressistes (APC) a été déclaré vainqueur de la présidentielle de février, avec 56% des voix contre 41% pour son principal opposant, Atiku Abubakar, du Parti Populaire Démocratique (PDP).

Le candidat malheureux avait dénoncé une "parodie d'élection", entachée selon lui de nombreuses irrégularités et tricheries.

L'opposition avait déposé en mars une requête pour faire annuler les résultats, mais cette dernière décision de justice était attendue et n'est une surprise pour personne au Nigeria. Le gouvernement de Buhari a déjà été formé

et est entré en fonction le mois dernier.

Atiku Abubakar n'était d'ailleurs pas présent à la Cour de Justice, et était représenté par le président du PDP, Uche Secondus.

Muhammadu Buhari a salué mercredi cette décision, qui a "rendu justice sans crainte et sans favoritisme", et qu'il a qualifié de "victoire pour les Nigériens qui se sont massivement mobilisés" pour l'élire à un second mandat, dans un communiqué.

De son côté, le PDP a promis de se pourvoir en appel devant la Cour suprême, dénonçant "une parodie éhontée de justice et un assaut frontal contre l'intégrité de notre système judiciaire".

Il a toutefois appelé ses partisans "à rester calme et à ne pas perdre espoir, car nos avocats ont bon espoir d'obtenir satisfaction devant la Cour suprême".

Les observateurs locaux et ceux de l'Union européenne avaient souligné des problèmes "graves" dans l'organisation du vote (retards à l'ouverture des bureaux, intimidations d'électeurs, destruction de matériel électoral), et dénombré au moins 53 morts dans des violences électorales.

En 2015, Muhammadu Buhari avait remporté le scrutin face au président sortant Goodluck Jonathan, devenant le premier candidat de l'opposition à arriver au pouvoir depuis la fin, en 1999, des dictatures militaires.

## Paul Kagamé : L'Afrique du Sud sera expulsée de l'Union africaine

**L**e président rwandais, Paul Kagamé, lors d'un point de presse qui a annoncé l'accueil des Africains bloqués en Libye sur son territoire, s'est prononcé sur le cas Afrique du Sud. Il faut nécessairement que le pays de Nelson Mandela soit retiré de toutes les instances de l'Union africaine, suggère-t-il.

Paul Kagamé durcit le ton suite aux actes xénophobes qu'il y a eu en Afrique du Sud. Pour l'homme fort du Rwanda, l'Afrique du Sud doit être purement et simplement expulsée des instances de l'Union africaine comme au temps de l'Apartheid. Cette suggestion est mûe par la complicité des autorités sud-africaines avec les xénophobes, déplore Monsieur Kagamé dans son discours. Cette complicité

se dégage à travers le message du président Ramaphosa qui dresse un bilan que ses homologues n'acceptent guère.

**« Et Lorsque j'entends mon homologue Ramaphosa déclarer que le bilan de ces récentes attaques est de 10 morts dont 1 seul étranger, je me dis qu'il faudrait une mise à l'écart temporaire de la RSA de toutes les instances de l'Union Africaine et des autres organisations sous régionales, afin qu'elle comprenne que l'Afrique est appelée en ce 21ème siècle à être unie et indivisible face aux enjeux de la mondialisation », a déclaré Paul Kagamé devant la presse rwandaise.**





## Violence en Afrique centrale : Les Congolais revenus d'Angola manifestent leur désespoir

**L**e président angolais Joao Lourenço, à droite, et son hôte congolais Joseph Kabila lors d'une conférence de presse conjointe à Luanda, Angola, 2 août 2018. (Twitter/Présidence RDC)

Les Congolais revenus d'Angola ont manifesté vendredi leur désespoir en amenant le corps d'un homme mort de faim, selon eux, devant le siège du gouvernement à Kananga dans le centre de la République démocratique du Congo.

"Il est mort hier de la faim et du froid", a déclaré Ndaye Sage, qui se présente comme recenseur des ex-réfugiés congolais d'Angola. "Nous sommes venus (d'Angola) avec lui depuis le 18 août 2019. Nous dormons à la belle étoile. Nous n'avons rien à manger", a-t-il ajouté.

Une centaine de personnes rapatriées d'Angola

ont pris d'assaut l'entrée des bureaux du gouverneur de la province du Kasai central.

Les manifestants ont entonné des chants hostiles au gouverneur, Martin Kabuya : ils l'accusent de les avoir poussés à retourner en RDC en leur promettant de meilleures conditions de vie.

"Le gouverneur est venu nous dire que le président Tshisekedi l'a envoyé nous chercher pour retourner dans notre pays", a affirmé un autre homme tout en brandissant sa carte du Haut-Commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR).

La police est intervenue sans violence. "Que devons-nous y faire, ce sont les autorités qui les ont ramenés ici. Ils ne réclament que leurs droits", a dit à l'AFP un responsable de la police sur place.

Depuis le 20 août, près de treize mille ex-ré-

fugiés congolais d'Angola sont arrivés au Kasai Central, selon la Direction générale des migrations (DGM).

Cinq mille d'entre eux ont été transportés à Kananga à bord des camions affrétés par le gouvernement provincial, selon la même source.

Le HCR avait indiqué en août que ce mouvement est dû à l'amélioration de la sécurité dans le Kasai, ravagé par un conflit civil qui a fait au moins 3.000 morts et 1,4 million de déplacés, dont 37.000 réfugiés en Angola.

A Kananga, les ex-réfugiés sont hébergés dans un site de l'Église catholique où ils manquent de tout, d'après plusieurs témoignages.

En octobre 2018, les autorités angolaises avaient expulsé des dizaines de milliers d'étrangers au cours de l'opération "Transparence", montée pour lutter contre le trafic de diamants.

Environ 380.000 migrants clandestins, pour la plupart originaires de la RDC, avaient alors quitté l'Angola en moins d'un mois, d'après Luanda.



## Le président du CNOSM, Habib Sissoko au nouveau Comité exécutif de la Femafoot : **“J’ose espérer que cette équipe va rassembler toute la famille du football malien”**



Le président du Comité national olympique et sportif du Mali (Cnosm) Habib Sissoko était très heureux de recevoir, mardi dernier, le nouveau Comité exécutif de la Fédération malienne de football dirigé par Mamoutou Touré dit Bavieux, après plusieurs années de crise au sein du football malien. L'occasion était belle pour le patron du mouvement olympique et sportif de réitérer la disponibilité du Cnosm à soutenir et à accompagner cette nouvelle équipe fédérale. Et il a mis un accent particulier sur le respect du mandat et la stabilité au sein de la grande famille du football malien.

**V**ingt-quatre heures seulement après la passation de service à la tête de la Fédération malienne de football, Mamou-

tu Touré dit Bavieux a rendu, mardi dernier, une visite de courtoisie au président du Comité national olympique et sportif du Mali (Cnosm) Habib Sissoko. Selon lui, cette visite est plus que normale pour qui connaît le rôle du Cnosm dans le cadre de la stabilité du climat au sein des fédérations nationales.

Pour la circonstance, le nouveau patron du football malien était accompagné par les autres membres du Comité exécutif. C'est avec un réel plaisir que le président Habib Sissoko et son équipe ont accueilli à bras ouverts la délégation.

D'entrée de jeu, Mamoutou Touré dit Bavieux s'est dit très heureux d'être reçu par le président du Comité national olympique et sportif du Mali en ce jour de la fête d'Achoura (elle a été célébrée mardi 10 septembre). Il a ensuite saisi cette opportunité pour présenter à tour de rôle les nouveaux membres qui auront la

lourde tâche de gérer le football malien durant les quatre années à venir.

“Notre visite au Comité national olympique et sportif du Mali (Cnosm) après notre élection est une obligation pour nous comme nous l'avons fait avec le Ministère de la Jeunesse et des Sports. Comme vous le savez, le Comité est la maison faitière de toutes les disciplines sportives du pays et le Cnosm nous a énormément aidés dans la recherche de solutions à la crise du football malien” dira Bavieux Touré, visiblement très ému.

“Si aujourd'hui nous venons d'être élus à la tête de la Fédération malienne de football, il est de notre devoir de venir exprimer notre reconnaissance au président Habib Sissoko. Nous réaffirmons au Comité national olympique et sportif du Mali que la crise du football est désormais un mauvais souvenir. Tous les acteurs du football malien ont décidé de s'unir pour le développement de cette discipline. Nous demandons aux journalistes aussi, dont le rôle a été déterminant dans la résolution de cette crise, de continuer à nous accompagner dans la dynamique de développer notre sport roi” a-t-il précisé.

Le nouveau président de la Femafoot a également profité de cette audience pour présenter officiellement les excuses de la famille du football malien au président Habib Sissoko, pour avoir été traité de tous les mots durant la crise au sein du football malien. “**Monsieur le Président, nous vous présentons aujourd'hui nos excuses. On sait que vous avez été victime de beaucoup de choses pendant cette crise du football malien pour avoir été insulté par des gens**”, dira Bavieux Touré.

En bon dirigeant sportif, Habib Sissoko a accepté avec plaisir ses excuses avant d'encourager le nouveau Comité exécutif de la Fédération malienne de football à relever les défis.

“**Ça m'a fait énormément plaisir de retrouver aujourd'hui le nouveau bureau fédéral légalement et démocratiquement élu. Cette visite m'a fait chaud au cœur. Je tiens à remercier le ministre de la Jeunesse et des Sports, Arouna Modibo Touré, les plus hautes autorités du pays ainsi que toute la nation malienne parce que la crise du football était devenue un**

souci majeur pour nous. Aujourd'hui, tout le monde connaît l'importance du sport et surtout du football dans un pays. Une équipe de football sans fédération est compliquée. En les soutenant, en les appuyant et en les accompagnant, les têtes que je viens de rencontrer peuvent vraiment développer le football malien" dira Habib Sissoko. Le président du Cnosm d'ajouter : "Je ne doute pas de la capacité de Bavieux Touré, l'homme que j'ai connu il y a plus de 40 ans pour réconcilier l'ensemble des acteurs car cette réconciliation est un acte majeur et incontournable dans le milieu olympique et sportif. Cette équipe dirigée par cet homme sage et honnête est capable de donner un nouveau souffle à notre sport roi qui avait été secoué par une crise suite aux incompréhensions des acteurs" précisera Habib Sissoko.

Pour conclure, le président du Cnosm dira : "Je suis content et heureux de retrouver une famille ressoudée. J'ose espérer que cette équipe élue va tout faire pour rassembler toute la famille du football malien. Déjà, il y a eu aucun problème au sortir de cette élection. Ceux qui n'ont pas gagné ont accepté la victoire des gagnants. Cela voudrait donc dire que la victoire appartient à tous les camps. Pour qu'il y ait une compétition, il faut des équipes. Il faut donc féliciter aussi ceux qui n'ont pas eu la chance de gagner. Il faut reconnaître qu'ils ont gagné parce que c'est le football malien qui a gagné et je ne peux que m'en réjouir".

Au cours de cette rencontre, le président du Cnosm a surtout insisté sur le respect du mandat au sein d'une fédération sportive. "Pas question d'écourter un mandat au sein d'une fédération. S'agissant du football, nous allons tout faire pour vous protéger et vous accompagner jusqu'à la fin de votre mandat", a-t-il conclu.

■ El Hadj A.B. HAIDARA



## Le ministre Arouna Modibo Touré au comité exécutif de la Femafoot : **“Le gouvernement vous accompagnera jusqu'à la fin de votre mandat. La récréation est désormais terminée”**

**L**e ministre de la Jeunesse et des Sports, Arouna Modibo Touré, vient de réaffirmer le soutien et l'accompagnement du gouvernement au nouveau Comité Exécutif de la Fédération malienne de football dirigé par Mamoutou Touré dit Bavieux. Il l'a dit, à l'occasion de la visite de courtoisie des nouveaux membres du bureau fédéral, lundi dernier, au siège du département.

Juste après la cérémonie de passation de service avec le Comité de normalisation lundi 9 septembre dernier, le nouveau président de la Fédération malienne de football, Mamoutou Touré dit Bavieux, accompagné de son équipe s'est rendu directement aux environs de 17 h au département de la Jeunesse et des Sports. Là, la délégation a été reçue par le chef du département, Arouna Modibo Touré, qui avait à ses côtés les membres de son Cabinet.

Après avoir présenté les membres du Comité exécutif, Mamoutou Touré dit Bavieux a ensuite adressé ses sincères remerciements au gouvernement malien à travers le ministre Arouna Modibo Touré pour avoir trouvé une solution

définitive à la crise du football malien avec la mise en place d'un nouveau bureau fédéral.

Le souhait le plus ardent du nouveau patron du football malien, c'est la bonne collaboration entre le département de la Jeunesse et des Sports et la Fédération malienne de football pour le plus grand bonheur de notre sport roi. Prenant la parole, le ministre Arouna Modibo Touré a tout d'abord félicité le nouveau président de la Fédération malienne de football, Mamoutou Touré dit Bavieux. "Je tiens à vous féliciter Monsieur le Président pour votre élection à la tête de la Fédération malienne de football. Je suis convaincu que ce Comité exécutif pourra relever les défis compte tenu de la qualité des hommes et des femmes. Le gouvernement fera tout pour vous soutenir et vous accompagner jusqu'à la fin de votre mandat de 4 ans. C'est pour vous dire que la récréation est désormais terminée", dira le ministre de la Jeunesse et des Sports.

■ El Hadj A.B. HAIDARA

## Lettre de félicitations du président de la Fifa à Mamoutou Touré : **“Je suis convaincu que votre sens du consensus aura un impact significatif sur la continuité du développement du football malien”**

Le président de la Fédération internationale de football association (Fifa), Gianni Infantino, a adressé une lettre de félicitations au nouveau président de la Fédération malienne de football, Mamoutou Touré dit Bavieux.

**D**ans cette correspondance en date du 9 septembre 2019, le patron de l'instance dirigeante du football mondial s'est dit heureux de la tenue de l'Assemblée générale ordinaire, le 29 août 2019, qui a vu la mise en place d'un nouveau bureau fédéral. **“C'est avec plaisir que je vous écris aujourd'hui, afin de vous présenter mes plus sincères**

félicitations pour votre élection à la Présidence de la Fédération malienne de football pour la période 2019-2023, lors de l'Assemblée générale électorale de la FMF du 29 août 2019.

Je suis convaincu que vos connaissances, votre expérience en tant que vice-président de l'AS Réal de Bamako, mais aussi votre passion, votre sens du consensus et vos qualités personnelles, auront un impact significatif sur la continuité du développement de notre sport au Mali.

Afin d'atteindre cet objectif, vous pouvez compter sur mon soutien personnel et

celui de la Fifa, les portes du “Home of Fifa” vous seront toujours ouvertes si vous désirez discuter de diverses questions concernant le football et sa gouvernance” dira Gianni Infantino.

Dans cette correspondance, le patron de la Fifa a tenu à inviter officiellement Mamoutou Touré dit Bavieux à Zurich. **“C'est avec grand plaisir que je vous invite à venir prochainement à Zurich, afin que je puisse vous introduire à la Fifa. L'administration de la Fifa vous contactera afin de convenir d'une date appropriée.**

Je vous serais enfin très reconnaissant de bien vouloir transmettre également mes félicitations aux membres de votre Comité exécutif, élus et réélus avec vous. En vous souhaitant d'ores et déjà chance, courage et réussite pour tous les défis qui s'offriront à vous, et au plaisir de vous rencontrer bientôt, je vous prie de croire, cher Président, cher Monsieur Touré, en l'assurance de mes sentiments les plus cordiaux”. Gianni Infantino.

■ El Hadj A.B. HAIDARA





## **Bélier (21 mars - 19 avril)**

Plutôt que de rentrer dans des confrontations musclées, vous mettrez le focus sur la stratégie « du rassembler plutôt que diviser ». Et cela marchera. Avec une équipe galvanisée, vous parviendrez à terminer dans les temps un chantier ou dossier compliqué.

L'équilibre de votre budget sera le cadet de vos soucis. Vous aurez surtout envie de vous faire plaisir et de vous acheter tout ce qui vous passera par la tête. Attention toutefois à ne pas dépasser les limites disponibles, car vous en ferez les frais.



## **Taureau (20 avril - 19 mai)**

Si votre tâche est routinière, une opportunité vous amènera à changer d'orientation. Vous devrez passer par une formation pour que le changement devienne effectif, mais la perspective d'une évolution vous incitera à tenter cette aventure professionnelle.

Une contrariété vous fera sortir de vos gonds. Vos désaccords porteront sur des questions financières ou sur les clauses d'un contrat qui n'auront pas été respectées. Vérifiez aussi les documents administratifs comme les assurances ou les impôts.



## **Gémeaux (20 mai - 21 juin)**

Vous travaillez avec des personnes compétentes. Elles vous aident à avancer plus vite sans vous fatiguer. Une nouvelle activité démarre et elle vous plaît. Un rapprochement peut se faire avec un collaborateur. Cette complicité vous encourage pour travailler.

Les dépenses peuvent concerner les sorties et les plaisirs. Vénus en Balance vous donne la possibilité d'avoir un budget plus important pour les dépenses. La tranquillité d'esprit vous accompagne. Mais la prudence reste de mise pour conserver la stabilité.



## **Cancer (21 juin - 21 juillet)**

Dans la société où vous travaillez, vous aurez le sentiment d'être la cinquième roue du carrosse. À votre décharge, vous aurez tout de même des éléments qui conforteront votre impression : des réunions qui se déroulent sans vous, avancement bloqué, etc.

Très mal guidé par Saturne, vous prendrez un cap financier qui vous conduira droit sur des délais difficiles à tenir ou sur un dépassement de votre découvert. Le fait de vous trouver déjà en milieu de mois, en manque d'argent, vous rendra aigri.



## **Lion (22 juillet - 23 août)**

Vous penserez avancer d'un petit pas, alors que vous ferez un grand bond en avant dans votre activité. On ne vous reconnaîtra pas dans cette humilité et certains se demanderont si vous serez sincère ou s'il s'agira d'une tactique pour vous glorifier.

Vous ne baisserez pas les bras, même si tout semblera concourir à vous décourager sur le plan financier. Vous aurez des atouts dans votre manche et vous abattrez vos cartes positives à la dernière minute afin de remporter le jackpot qui vous reviendra.



## **Vierge (23 août - 23 septembre)**

Venant vous appuyer, Uranus vous poussera à élever votre niveau d'ambition ou à travailler davantage. Cette planète soutiendra vos projets, vous fabriquera un réseau en béton et vous apportera un supplément de chance qui fera toute la différence.

Bien placé dans votre secteur II, Mercure vous sera d'une aide précieuse pour faire le point sur l'ensemble de vos engagements, de façon à vérifier qu'ils soient bien adaptés à vos besoins. Moyennant quoi, votre budget sera stabilisé et équilibré.



## **Balance (23 septembre - 22 octobre)**

Un supérieur hiérarchique peut vous demander un rendez-vous. Il flotte dans l'air une ambiance favorable à votre évolution. La journée pourrait vous apporter un nouveau contrat. Des pourparlers vont dans ce sens. Faites attention aux clauses dans le contrat.

Peu d'inquiétude est à venir et vous avez bien raison. Les astres permettent de vivre au-dessus de vos moyens. Pourtant, la crainte n'est pas là. Vous restez confiant dans votre relation à l'argent. Un budget suffisant permet de tenir l'équilibre financier.



## **Scorpion (23 octobre - 22 novembre)**

Vous n'aurez plus du tout envie de papoter avec vos collègues. Ce sera silence radio ! Côté travail, en revanche, pas de stress et encore moins de dossiers complexes à traiter..., le rêve ! Profitez-en, car cela ne pourra pas durer indéfiniment.

À la manière d'un ministre des finances, vous proposerez à votre famille un budget pour la rentrée de septembre. Comme de bien entendu, il ne fera pas l'unanimité. Pour éviter les querelles interminables, vous allez procéder à un vote. C'est la démocratie !



## **Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)**

La tête pleine de projets et avec des idées nouvelles pour avancer dans votre secteur professionnel, les réponses mitigées pour certaines, voire franchement hostiles pour d'autres vous refroidiront. Vous aurez un atout de taille qui changera la donne.

Bien que très optimiste sur vos chances financières, vous écouterez la voie de la raison et du compromis afin de ne pas mettre tous vos oeufs dans le même panier. Vous pourriez d'ailleurs faire appel à un conseil avisé, aidé par Mercure en Balance.



## **Capricorne (21 décembre - 20 janvier)**

Vos responsabilités seront au premier plan et, comme tout Capricorne qui se respecte, plus on vous en confiera, plus vous aurez l'impression d'avoir de la valeur. Mais certaines d'entre elles seront lourdes et vous prendront un temps considérable.

Vous devrez faire attention à de possibles irrégularités, notamment si vous attendez une rentrée d'argent de type versement de primes. Même conseil, si vous négociez des échéances de remboursement. Vérifiez que tout sera conforme à vos intérêts.



## **Verseau (20 janvier - 19 février)**

Vous aimeriez trouver un poste qui vous met en avant. Votre caractère affirmé ne passe pas inaperçu. Une recherche d'un nouveau travail vous séduit. Les recherches se multiplient. Elles peuvent vous conduire vers des profils de postes intéressants.

Pensez à mieux gérer le budget. Il règne un contexte de fortes dépenses. Hélas votre meilleure volonté cède aux tentations. Le shopping peut être un moment de frais multiples. Des regrets sont possibles. Peu d'économie est possible pour le moment.



## **Poisson (19 février - 21 mars)**

Côté professionnel, vous avez assez de talent pour aller là où personne n'ose s'aventurer. Du coup, vous redonnerez un sens aux initiatives en pariant sur la réussite à grande échelle. Avec la Lune noire en embuscade, vous ne vous contenterez pas des miettes.

En ce début de semaine, vous serez doublement prudent. Extrêmement réaliste, vous anticiperez vos besoins financiers, ainsi que ceux de votre entourage. À titre personnel, vous aurez toujours une poire pour la soif... C'est-à-dire, des économies..

# Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous